République Libanaise
Direction Générale des Forces de Sécurité Intérieure
Etat-Major – Branche de Planification et d’Organisation

Organisation des Forces de Sécurité Intérieure

Loi N° 17

Promulguée le 6 septembre 1990

Loi N°17
Organisation des forces de sécurité intérieure

Le parlement ratifie,

Le Président promulgue la loi suivante :

Matière unique : la proposition de la loi d'organisation des forces de sécurité intérieure est ratifiée comme elle a été modifiée par les commissions parlementaires communes, et comme elle a été modifiée par le conseil du parlement dans ses matières :
13 - 18 - 19 - 20 - 21 - 22

Loi à mettre en vigueur après sa publication.

Beyrouth, le 06.09.1990

Promulgué par le Président de la République
Chef du Cabinet

Signature : Elias AL-HRAWI
Signature : Salim AL-HOSS

Ministre de l'Intérieur
Signature : Elias AL-KHAZEN

Loi
de l'Organisation des Forces de Sécurité Intérieure

Premier livret

L'Organisation Générale des Forces de Sécurité Intérieure

Chapitre I

L'Organisation des Forces de Sécurité Intérieure

Première partie

Définition des forces de sécurité intérieure et détermination de leurs fonctions

Article 1 :

les forces de sécurité intérieure sont des forces publiques armées, dont les compétences s'étendent sur tous les territoires Libanais, les eaux et les airs régionaux qui y sont rattachés , mais leurs fonctions, ou rôles, se limitent à ce qui suit :

1- par rapport à la police administrative

- a. maintien de l'ordre et renforcement de la sécurité
- b. garantie de la tranquillité publique
- c. protection des personnes et des propriétés
- d. protection des libertés dans le cadre de la loi
- e. Veil à appliquer les lois et les règlements qui y sont rattachés

2- par rapport à la police judiciaire :

- a. remplir les rôles de la police judiciaire
- b. exécuter les assignations et les commissions rogatoires
- c. exécuter les jugements et les mandats judiciaires

3- dans d'autres domaines :

- a. supporter les pouvoirs publics pour accomplir leurs fonctions .
- b. assurer la garde imposée par les autorités compétentes pour protéger les directions et les institutions publiques .
- c. assurer la garde et l'administration des prisons, au cas échéant .
- d. assurer la garde des commissions diplomatiques au Liban .

Article 2 :

Les forces de sécurité intérieure sont soumises au ministre de l'intérieur. Elles sont régies par les dispositions des lois et règlements militaires sauf les exceptions définies par d'autres lois et règlements.

Deuxième Partie

Unités des Forces de Sécurité Intérieure et leurs Appareils de commandement

Article 3 :

Où ils sont mentionnés dans cette loi, les termes suivants portent les significations notées en face de chacun :

- Directeur Général = Directeur Général des forces de sécurité intérieure
- Inspecteur Général = Inspecteur Général des forces de sécurité intérieure
- Institut = Institut des forces de sécurité intérieure
- Agents des forces de sécurité intérieure ou personnel des forces de sécurité intérieure = tous les officiers, gradés ou hommes de troupe qui sont engagés dans le cadre des forces de sécurité intérieure, y compris les réservistes et les conscrits pendant leurs services effectifs au sein des forces de sécurité intérieure .
- **Les Officiers des forces de sécurité intérieure** = tous les officiers engagés dans la carrière des forces de sécurité intérieure, y compris les officiers de réserve pendant leur service effectif au sein des forces de sécurité intérieure
- **Les Corps** = les différentes unités et formations des forces de sécurité intérieure quel que soit leur nombre .
- **Les Officiers de l'Armée** = les officiers des institutions principales rattachés au ministère de la défense nationale .
- **Les Simples Soldats de l'Armée** = les soldats des institutions principales rattachées au ministère de la défense nationale

Article 4 :

Les forces de sécurité intérieure regroupent les forces suivantes :

1. la gendarmerie régionale .
2. les forces motorisées .
3. la police de Beyrouth .
4. la police judiciaire .
5. l'institut des forces de sécurité intérieure .
6. l'appareil de sécurité des ambassades , des directions , et des institutions publiques .

Chacune de ces forces forme une unité, et les affaires communes entre ces unités, ainsi que les moyens nécessaires pour exécuter ces affaires, seront unifiés et confiés à une unité administrative centrale dépendant du pouvoir du directeur général.

Quant aux services sociaux, culturels et intellectuels qu'on rend aux hommes des forces de sécurité intérieure, y compris la gestion des caisses à caractère spécial et

qui sont créés dans cet objectif, ils seront confiés à une unité spéciale régie aussi par le pouvoir du directeur général.

Article 5 :

Les Appareils du Commandement des Forces de Sécurité Intérieure

sont formés de :

- 1- Direction Générale des forces de sécurité intérieure,
- 2- Inspectorat Général des forces de sécurité intérieure,
- 3- Commandement de la gendarmerie régionale,
- 4- Commandement des forces motorisées,
- 5- Commandement de la Police de Beyrouth,
- 6- Commandement de la police judiciaire,
- 7- Commandement de l'appareil de sécurité des ambassades, des administrations et des établissements publics,
- 8- Commandement de l'institut des forces de sécurité intérieure,
- 9- Présidence des services sociaux,
- 10- Conseil de commandement.

Article 6 :

Les Unités sont organisées comme suit :

- 1- Corps d'Etat-Major : Il comprend les branches responsables de l'élaboration des études, et de la présentation des conseils au directeur général.
- 2- Administration Centrale : Elle comprend les corps administratifs et techniques auxquels on a confié la gestion des finances, du matériel et des fournitures des forces de sécurité intérieure, et la gestion des bâtiments qui leur sont rattachés ou mis à leur disposition.
- 3- Direction des services sociaux : il comprend la revue des forces de sécurité intérieure, les caisses à caractère spécial qui seront créées par des décrets au profit des forces de sécurité intérieure, les établissements rattachés à ces caisses, les clubs et autres services culturels, intellectuels et sociaux.
- 4- Gendarmerie régionale : elle comprend tous les corps oeuvrant en dehors de Beyrouth, à l'exception de ceux qui restent rattachés totalement, ou partiellement à l'une des autres unités.
- 5- **Forces Motorisées** : Ces forces forment les forces de réserve générale pour les forces de sécurité intérieure qu'on doit préparer – du point de vue volume, organisation, équipement et entraînement – pour les opérations du maintien de l'ordre et du renforcement de sécurité, et en particulier les opérations importantes, dans toutes les régions libanaises. Ces forces motorisées comprennent tous les corps motorisés instaurés à Beyrouth, ou ailleurs.
- 6- **Police de Beyrouth** : Ses compétences couvrent tout le secteur régional de la ville de Beyrouth, et elle comprend les corps qui y travaillent, à l'exception de ceux qui restent rattachés totalement, ou partiellement à l'une des autres unités.
- 7- **Police judiciaire** : Ses compétences couvrent tout le territoire libanais, et elle comprend les corps de la police scientifique, de la police touristique, ainsi que

les corps qui luttent contre les crimes, qui les cherchent et qui en enquêtent.

8- Appareil de sécurité des ambassades, des administrations et des établissements publics : ses compétences s'étendent sur tout le territoire libanais, et il comprend tous les corps auxquels on a confié la garde des maisons des missions diplomatiques au Liban, des établissements qui y sont rattachés, ainsi que les administrations et les établissements publics.

9- Institut des Forces de la Sécurité Intérieure : Il regroupe toutes les facultés et les écoles de la Sécurité Intérieure et leurs centres d'entraînement.

Article 7 :

Par décret adopté par le Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de l'Intérieur, et après avoir pris l'avis du Conseil du Commandement, sera déterminé l'organigramme des Forces de la Sécurité Intérieure avec leurs différents corps, secteurs, et compétences, avec les devoirs des chefs et leurs responsabilités en tout ce qui ne contrarie pas les textes de la présente loi..

Article 8 :

1- Par décret adopté par le Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de l'Intérieur et après avoir pris l'avis du Conseil du Commandement, seront déterminées:

- a- La formation des corps et la détermination de leur dénomination sur la base de l'organigramme prévu à l'article 7 précédent.
 - b- les deux tables du personnel et des fournitures des Forces de la Sécurité Intérieure.
- 2- Ce décret sera considéré en tant que conception générale de la structure des Forces de la Sécurité Intérieure, leur nombre et équipement. Il sera exécuté en étapes; alors dans le bilan de chaque année seront alloués des crédits additionnels nécessaires à l'exécution de ce dont il fut décidé pou l'année en cours.

Article 9 :

La direction générale des Forces de la Sécurité Intérieure sera à la charge d'un Directeur Général relié directement au Ministre de l'Intérieur. Ce poste sera confié soit à un officier du grade colonel des Forces de la Sécurité Intérieure et au-delà, ou à un employé civil de 1^{ère} catégorie, et dans des cas particuliers à un officier de l'armée de grade colonel et au-delà.

Le Directeur Général des Forces de la Sécurité Intérieure sera désigné et licencié par un décret décrété par le Conseil des ministres sur proposition du Ministre de l'Intérieur

Article 10 :

Le Directeur Général des Forces de la Sécurité Intérieure est soumis au pouvoir du Ministre de l'Intérieur ; il sera chargé de/d':

- 1- assumer les charges de la direction générale, de superviser tous les agents des Forces de la Sécurité Intérieure, leur contrôle et la concordance de leurs travaux.

- 2- soumettre les suggestions visant la détermination du personnel des forces ou demander la prise de toutes les mesures nécessaires en vue de combler ce personnel dans les limites des allocations qui lui seront consacrées.
- 3- Emettre les instructions dans les limites figurant dans cette loi, les lois et les règlements en vigueur dans tous les domaines pour lesquels il faudra concevoir des principes intégraux ou déterminer les règles du travail commun, y coordonner les activités de tous les agents des Forces de la Sécurité Intérieure.
- 4- assurer la relation nécessaire avec les directeurs généraux, de toutes les autorités des différents ministères et avec le commandement de l'armée.
- 5- En général, assurer l'exécution de toutes les mesures qui lui reviennent en vertu des dispositions de cette loi et de toutes les lois et règlements en vigueur.

Article 11 :

- 1- Le Chef d'Etat-Major est directement relié au Directeur Général, et est nommé parmi les officiers des Forces de la Sécurité Intérieure qui seront effectivement au service du grade colonel au moins, et ce, en vertu d'un décret sur proposition du Ministre de l'Intérieur, après s'être avisé auprès du Directeur Général.
- 2- Les fonctions du Chef de l'Etat Major sont déterminées comme suit :
 - A- Il aide le Directeur Général dans l'accomplissement de ses fonctions et donne un avis consultatif concernant les dossiers subordonnés aux compétences du Directeur Général.
 - B- Il poursuit l'exécution des décisions du Directeur Général et assure la coordination entre les différents corps de l'armée ainsi que l'homogénéité de leur travail.
- 3- Il se peut qu'il soit chargé de signer pour le Directeur Général tout ce qui ne concerne pas les principes de l'organisation et des situations disciplinaires relatives aux Forces de la Sécurité Intérieure et tout ce qui ne mène pas à conclure une transaction.
- 4- Il exerce - en ce qui concerne les membres de l'Etat-Major - ses pouvoirs et ses droits en sa qualité de chef d'unité.

Article 12 :

L'inspecteur général est directement relié au Ministre de l'Intérieur, et sera nommé sur une proposition du Ministre de l'Intérieur parmi les officiers des Forces de la Sécurité Intérieure effectivement en service jouissant du grade de colonel au moins.

Article 13 : L'inspecteur général est assisté par un nombre d'officiers inspecteurs. Quant à ses tâches, elles sont définies comme suit:

- 1- Surveillance du service de toutes ses branches et dans les différents corps des Forces de la Sécurité Intérieure pourvu que cette surveillance soit faite dans les services et les corps de la direction générale au su du Directeur Général.
- 2- Confirmation du fait que le service est organisé et exécuté dans le cadre des lois et des règlements en vigueur.
- 3- Preuve que les membres des Forces de la Sécurité Intérieure n'interviennent ni dans les affaires politiques ni dans les litiges locaux.
- 4- Connaissance de la situation morale des agents des Forces de la Sécurité Intérieure.

- 5- Investigation des plaintes et des nouvelles qui lui sont référées de la part du Ministre de l'Intérieur concernant les comportements des membres des Forces de la Sécurité Intérieure contrevenant à la loi et au règlement.
- 6- proposition des mesures visant l'amélioration des situations et des services des Forces de la Sécurité Intérieure.

Article 14 :

L'inspecteur général pourra imposer directement les pénalités convenables dans le cadre des pouvoirs donnés aux chefs des unités en vertu de cette loi, pour les fautes de la discipline générale commises en sa présence lors de l'exercice de ses tâches.

L'inspecteur général propose au Directeur Général les sanctions imposées contre les fautes et les offenses constatées de sa part lors de ses inspections et de ses tournées. Ce dernier a droit de les imposer ou d'opter pour d'autres sanctions qui conviennent à ce propos, pourvu d'informer l'inspecteur général des pénalités conclues ou prises.

L'inspecteur général soumettra ses rapports au Ministre de l'Intérieur incluant ses remarques et ses propositions à propos des fautes qu'il a vérifiées. Le Ministre peut demander au Directeur Général de prendre les pénalités et les mesures adéquates en vertu des dispositions de cette loi.

Article 15 :

L'inspecteur général exerce, en ce qui concerne le personnel de l'inspectorat général, ses pouvoirs et ses droits en tant que chef d'unité.

Article 16 :

Les commandements et les présidences des unités prévus à l'article 6 de la présente loi seront confiés aux officiers des Forces de la Sécurité Intérieure effectivement en service du grade colonel au moins, désignés par un décret sur proposition du Ministre de l'Intérieur, après prise de l'avis du Directeur Général. Chacun d'eux sera considéré "Chef d'unité".

Article 17 :

Les chefs des unités seront directement subordonnés au Directeur Général et soumis à son pouvoir; ils seront chargés de la direction de leurs unités et assurent son administration conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

Le commandant de la police judiciaire sera soumis au pouvoir du Directeur Général des Forces de la Sécurité Intérieure et sera tenu responsable auprès de lui de l'exécution des spécialités qui lui sont confiées des deux points de vue administratif et disciplinaire, des tâches reliées à la sécurité publique en tant qu'investigation et surveillance et reliées à la compétence du service technique en vue d'assister les autres unités des forces de la sécurité. Quant aux tâches judiciaires, il est responsable des agents de son unité directement devant le procureur général de cassation sans préjudice à sa soumission au pouvoir du Directeur Général.

Troisième Partie
Conseil du Commandement.

Article 18 :

- 1- Le Conseil de commandement est directement rattaché au Ministre de l'Intérieur et se compose de/du :
 - Directeur Général : Président,
 - l'inspecteur général : Membre
 - tous les chefs des unités Membresdéterminés dans l'article 6 de cette loi :
- 2- Par la force de loi, sera retiré de la séance le membre dont la recherche traiterait d'un sujet qui le concerne personnellement.

Article 19 :

- 1- Le Conseil de Commandement tiendra ses séances sur une convocation de la part de son président ou sur demande de la moitié des membres du conseil de commandement.
- 2- Le conseil pourra décider de convoquer quiconque il juge convenable pour assister à ses séances.
- 3- Les discussions du conseil sont imprégnées du caractère de confidentialité totale.
- 4- Le chef de la section des Affaires Privées achèvera les tâches du secrétariat auprès du conseil de commandement.

Article 20 :

Le conseil de commandement sera chargé de :

- 1- Proposer la formation des corps et de déterminer leur dénomination.
- 2- Elaborer les projets des listes du nombre des agents et de provisions généraux
- 3- Elaborer les projets de listes détaillées de la répartition des agents et des provisions.
- 4- Désigner les gendarmes et les officiers entraînés.
- 5- Suggérer la désignation des élèves-officiers et des officiers spécialistes.
- 6- Résilier les contrats des gendarmes et des officiers volontaires entraînés.
- 7- Refuser le renouvellement des contrats de service volontaire des membres et des officiers à mauvaise évaluation.
- 8- Accepter le renouvellement des contrats de service volontaire des individus et des officiers en tant qu'avertissement pour moins de deux ans.
- 9- Approuver la démobilisation des individus et des officiers pour des causes urgentes.
- 10- Rabaisser les délais de l'ancienneté de promotion des individus et des officiers.
- 11- proposer l'attribution de l'ancienneté exceptionnelle aux officiers du grade colonel et au-dessous.
- 12- Promouvoir les martyres, individus soient-ils ou officiers des Forces de la Sécurité Intérieure après décès.
- 13- proposer la promotion des martyres des officiers des Forces de la Sécurité Intérieure après décès.

- 14- Sélection des admis parmi les officiers candidats au grade de lieutenants.
- 15- Elaboration d'une liste de promotion des officiers du grade colonel et au-delà.
- 16- Désignation des centres de déplacement des officiers autres que l'inspecteur général et les chefs des unités.
- 17- Imposition de pénalités de rayures de la liste de promotion en ce qui concerne les individus et les officiers.
- 18- Proposition de l'imposition des pénalités de rayure des listes de promotion et rabaissement du grade en ce qui concerne les officiers du grade colonel et au-dessous.
- 19- Désignation des centres des officiers non chefs d'unité contre lesquels des punitions de déplacement disciplinaire seraient imposées.
- 20- Elaboration des listes de promotion des individus et des officiers.
- 21- Elaboration des statuts de volontarisme.
- 22- Elaboration des statuts de concurrence et d'examens de la compétence.
- 23- Détermination des règles de séparation des agents des Forces de la Sécurité Intérieure.
- 24- Elaboration des instructions concernant la détermination et les principes de la promotion, le renouvellement du service volontaire et la désignation des centres de déplacement.
- 25- Retour au travail des agents dont les contrats de service volontaire sont résiliés .

Article 21 :

- 1- Le Conseil d'Administration prend ses décisions à l'unanimité ou à la majorité de huit votes au moins.
- 2- Quiconque contredit l'avis de la majorité aura à justifier sa situation dans le procès verbal de la séance.

Article 22 :

- 1- Les décisions prises par le Conseil du Commandement à l'unanimité ou à la majorité de huit votes au moins par rapport aux questions dont il est stipulé dans les alinéas de 20 à 25 inclus de l'article 20 de la présente loi, entrent en force immédiatement et une copie en sera envoyée au Ministre de l'Intérieur pour information.
- 2- Les décisions prises par le conseil à l'unanimité par rapport aux questions dont il est stipulé dans les derniers alinéas de l'article 20 entreraient en vigueur immédiatement et une copie en sera envoyée au Ministre de l'Intérieur pour information. Toutefois, si ces décisions sont prises à la majorité de huit votes et au-delà, elles seraient envoyées au Ministre de l'Intérieur à qui:
 - a- soit de les légaliser dans un délai d'une semaine de la date de leur réception et entrent immédiatement en vigueur,
 - b- ou de ne pas les légaliser et de ne pas les retourner au conseil dans le délai précité et elles entreraient en vigueur à l'écoulement de ce délai.
 - c- ou de ne pas les légaliser et de les retourner au conseil dans le délai d'une semaine

avec une décision de justification en vue de les réviser; alors, le conseil les étudiera de nouveau dans un délai d'une semaine à compter de la date de leur retour et ren-

verra les décisions prises en résultat de la seconde étude au Ministre de l'Intérieur qui peut soit les légaliser dans le délai d'une semaine de leur envoi ou de les soumettre au Conseil des Ministres qui en prendra la décision définitive à leur égard.

Chapitre II

Conseil de la Sécurité Intérieure

Article 23 :

En addition aux administrations dont est formé le Ministère de l'Intérieur, un conseil permanent de sécurité intérieure y sera formé et renfermera:

1- Un conseil central formé du/de:

- Ministre de l'Intérieur , *Président*
- Procureur général de la Cour de cassation, *Membre*
- Gouverneur de la ville de Beyrouth, *Membre*
- Commandant de l'armée ou celui qu'il charge, et ce, dans les cas de sécurité urgents empêchant sa présence en personne, *Membre*
- Directeur Général des Forces de la Sécurité Intérieure, *Membre*
- Directeur Général de la Sécurité publique,
- Officier Général des Forces de Sécurité Intérieure du grade lieutenant-colonel et au-delà nommé par un décret sur proposition du Ministre de l'Intérieur après prise de l'avis du Directeur Général des Forces de la Sécurité Intérieure, *Secrétaire*

2- Sous-Conseil dans chacun des gouvernorats formé du/de:

- Gouverneur *Président*
- Procureur général de la Cour d'appel, *Membre*
- Commandant de la région militaire *Membre*
- Commandant du bataillon régional des gendarmes ou commandants des bataillons régionaux dans le gouvernorat, *Membre,*
- Officier de la sécurité Publique dans le gouvernorat, *Membre,*
- Secrétaire Général du gouvernorat, *Secrétaire.*

Article 24 :

Au conseil central sera annexé un secrétariat permanent dont la présidence sera confiée au secrétaire du conseil assisté par un nombre d'employés du Ministère de l'Intérieur.

Article 25 :

1- Le conseil central sera chargé de/d':

- a- Traiter et discuter des affaires de sécurité,
 - b- Echanger les informations entre les systèmes similaires du conseil,

 - c- Coordonner le travail parmi ces systèmes,
 - d- Prendre les décisions et les recommandations convenables au cas échéant dans le cadre des compétences et des responsabilités confiées à chacun de ces appareils en vertu des lois et règlement en vigueur.
- 2- Les sous-conseils seront chargés des tâches définies par le conseil central au niveau des gouvernorats.

Article 26 :

Le conseil central et les sous-conseils se réuniront sur convocation du président du conseil central, au moins une fois par mois; le président de chacun de ces conseils pourra convoquer quiconque il jugera convenable en vue d'assister aux réunions du conseil.

Article 27 :

Les tâches du secrétariat du conseil sont fixées comme suit:

- a- Recevoir les informations des systèmes similaires au conseil, les analyser, évaluer, classer et poursuivre.
- b- Déposer les résultats d'évaluation de ces informations auprès du président du conseil et des autorités compétentes déterminées par ce dernier, y compris les autorités représentées dans ce conseil.
- c- Préparer les séances du conseil, en organiser les procès verbaux et poursuivre l'exécution des décisions et les recommandations prises.

Article 28 :

Les détails de l'application de cette partie seront, au cas échéant, déterminés par une décision de la part du Ministre de l'Intérieur .

Deuxième Livret

Statut général des agents des Forces de la Sécurité Intérieure.

Chapitre I

Situations des simples agents et des gradés

Première Partie

Série des grades des simples agents et des gradés.

Article 29 :

L'enchaînement des grades des simples agents et des gradés des Forces de la Sécurité Intérieure est :

- Gendarme entraîné,
- agent de police parmi les employés dans les deux unités de la police de Beyrouth et l'appareil de Sécurité des ambassades, administrations et établissements publics, et un agent de police judiciaire parmi les employés de l'unité de la police judiciaire et un gendarme parmi les employés de la Direction Publique, de l'inspectorat public et des autres unités.

- Caporal
- Sergent entraîné
- Sergent,
- Sergent-chef
- Adjudant
- Adjudant-chef
- Aspirant
- Aspirant-chef.

La catégorie des simples agents est formée de gendarmes entraînés, gendarmes, policiers judiciaires, policiers et des caporaux alors que la catégorie des officiers est formée des sergents entraînés, sergents, sergents-chefs, adjudants, adjudants-chefs, aspirants et aspirants-chefs.

Article 30 :

Les simples agents et les gradés ont droit d'ordonner leurs subordonnés. En cas de même grade, le droit d'ordre sera du pouvoir du plus ancien en ce grade. Au cas où l'ancienneté en grade serait la même, l'on respectera l'ancienneté du grade précédent et ainsi de suite jusqu'au grade inférieur selon l'échelon des grades. En cas d'égalité en ancienneté dans le grade inférieur, le droit d'ordonner reviendrait à celui qui sera plus ancien au service.

Lors d'égalité en grade chez les réservistes et les agents du service effectif, le droit d'ordonner reviendrait alors à celui qui est le plus ancien au même grade et en service effectif.

Deuxième Partie

Recrutement des simples agents et des gradés.

Article 31 :

Les gendarmes entraînés sont recrutés parmi des libanais par voie de service volontaire conformément aux conditions stipulées dans les articles ci-après et seront nommés par une décision de la part du Conseil de Commandement dans les limites de la liste du nombre général. Le Directeur Général et les bénéficiaires signeront les contrats de volontariat.

Article 32 :

Le recrutement volontaire des gendarmes entraînés aura lieu parmi ceux qui le désirent et conformément aux préférences suivantes:

- 1- Parmi les militaires du service effectif dans l'armée, ou des recrutés, pourvu qu'ils aient passé un an au moins au service.
- 2- Parmi les précédents dans les Forces de la Sécurité Intérieure et les militaires de l'armée non licenciés pour des motifs disciplinaires. Quant aux licenciés pour des motifs sanitaires, ils seront soumis à un comité d'enquête sanitaire pour vérifier la dissipation des causes qui ont mené au licenciement.
- 3- Parmi les fils et les frères des agents des Forces de la Sécurité Intérieure, ou de ceux qui ont servi précédemment l'armée, ou des fils qui sont décédés ou qui sont atteints d'un dommage permanent en raison de leur devoir.
- 4- Parmi les fils des agents des Forces de la Sécurité Intérieure ou de l'armée en service effectif, ou parmi les fils qui sont décédés ou qui sont atteints d'un dommage permanent lors de leur service.
- 5- Parmi les fils des agents des Forces de la Sécurité Intérieure, ou de ceux qui ont servi précédemment l'armée pourvu que le père n'ait pas été licencié pour des raisons disciplinaires.
- 6- Parmi tous les autres citoyens.

Chacune de ces priorités est prise en considération moyennant des notes additionnelles ajoutées à celles de la compétition prévue à l'article 34 de la présente loi, et sera déterminée dans le statut de service volontaire prévu à l'article 46 de la présente loi.

Article 33 :

Le candidat volontaire devra remplir les conditions suivantes:

- 1- Il doit être libanais depuis au moins dix ans.
- 2- qu'il ait achevé au 31.12. de l'an du début de la compétition ses 18 ans et n'ait pas excédé les trente en ce qui concerne les civils et les 35 en ce qui concerne les militaires du service effectif à l'armée.
- 3- Qu'il jouisse de la compétence corporelle lui permettant de servir auprès des Forces de la Sécurité Intérieure.
- 4- Qu'il ait au moins acquis la fin du cycle de l'enseignement primaire.
- 5- qu'il ait au moins:
 - 164 cm de taille, s'il est titulaire du bac libanais - 2nde partie - au moins, de son équivalent officiel, du bac technique, ou qu'il soit parmi les militaires du service effectif à l'armée.
 - 167 cm pour les autres candidats.
- 6- Qu'il jouisse de ses droits civiques, non condamné en raison d'un crime ou d'un essai de crime quoi qu'il soit, ni d'un délit infamant, ni d'un essai d'un délit infamant, ni être en prison pour une période excédant les six mois. Ces dispositions s'appliquent aux personnes reconsidérées et qui ont profité d'une amnistie publique ou privée.

Les délits suivants seront comptés infamants:

Le vol, la duperie, la mauvaise confiance, l'escroquerie, la corruption, la violation, l'effroi, la falsification, l'usage du falsifié, les crimes dérogeant la morale prévue dans le chapitre VII du Code Pénal public, le tirage d'un chèque sans provision, le faux témoignage, le faux serment, et les crimes relatifs aux narcotiques

- 7- Qu'il soit de bonnes mœurs et d'un bon comportement, non drogué d'alcools, ni de narcotiques, ni au jeu, non affilié à un parti non autorisé légalement, ni coopérant avec ce parti.
- 8- Qu'il n'ait au cours de sa vie pratiqué aucune profession infamante ou déshonorable.
- 9- S'il est parmi les militaires de l'armée, des recrutés ou des agents des Forces de la Sécurité Intérieure, il faut qu'il ait en plus des conditions précitées un certificat de bonnes mœurs et conduite au cas où la période de son service précédent lui permet d'avoir l'attestation précitée au moment de son licenciement.

Article 34 :

Tous les candidats du service volontaire seront soumis à une compétition scientifique du niveau de la classe de la fin du cycle primaire dont les résultats seront listés dans le dossier du volontaire prévu à l'article 38 de la présente loi.

Article 35 :

Toute compétition sera sans effet par rapport à ceux qui ne n'ont pas été admis quelle que soit la période séparant deux compétitions. Ce principe s'applique à toutes les compétitions prévues dans la présente loi et auxquelles seront soumis les simples agents et les officiers.

Article 36 :

- 1- Le Directeur Général et les étudiants admis signeront les contrats de service volontaire pour une période de cinq ans débutant à la date à laquelle ils rejoignent les Forces de la Sécurité Intérieure.
- 2- Le volontaire, immédiatement après sa signature du contrat de son volontariat, sera considéré un gendarme sous entraînement pour une période d'un an, au maximum, au cours duquel il sera soumis aux lois et règlements en vigueur comme tous les agents des Forces de la Sécurité Intérieure. Il n'aura pas le droit de demander la résiliation du contrat de son service volontaire après la clôture du stage de formation que pour des motifs agréés par le Conseil du Commandement.

Article 37 :

Un dossier sera organisé par candidat de service volontaire renfermant:

- Des informations données par le bénéficiaire.
- Un extrait d'Etat Civil.
- Un extrait de son casier judiciaire et une déclaration s'il est sous poursuite judiciaire.
- Une liste des étapes de son service militaire et des mérites qu'il a eus, s'il y en a.
- Copie de ses diplômes scientifiques, ou une attestation montrant sa situation scolaire
- Tout autre document pouvant prouver la capacité du candidat.

Article 38 :

Les candidats admis rejoindront l'institut pour suivre un stage de formation militaire et disciplinaire non inférieur à quatre mois. Il se peut, sur demande du Directeur Général et approbation du commandement de l'armée, que cette formation soit effectuée dans l'un des centres d'entraînement de l'armée.

Article 39 :

Les contrats des gendarmes entraînés peuvent être résiliés, sur proposition du chef de l'institut, par décision du Conseil du Commandement dans les cas suivants:

- 1- Pour des motifs disciplinaires ou sanitaires,
- 2- en raison du résultat insatisfaisant de leur stage accompli aux Forces de la Sécurité Intérieure ou à l'armée.
- 3- S'il est prouvé que le bénéficiaire a donné des informations incorrectes dans sa demande d'engagement qui auraient mené à son inadmission .

- 4- S'il est prouvé que le bénéficiaire a triché de quelque façon que ce soit lors de la compétition de volontariat.
- 5- Pour des motifs urgents.

Dans tous les cas précités, les bénéficiaires n'ont droit de réclamer aucune indemnité pour la période qu'ils auraient passé en service.

Article 40 :

Un gendarme entraîné sera titulaire comme gendarme par une décision du Directeur Général et ce, lors de l'achèvement de son stage de formation à l'institut, ou à la fin d'un an d'entraînement prévu à l'alinéa 2 de l'article 36 de la présente loi.

Article 41 :

Le recrutement volontaire de sergents entraînés peut avoir lieu selon la priorité déterminée dans l'article 32 de la présente loi, de même que les agents des Forces de la Sécurité Intérieure et de l'armée répondant aux conditions prévues à l'article 33 de la présente loi, pourvu qu'ils soient, au moins, titulaires du bac libanais – 2nde partie, de son équivalent officiel, ou du bac technique. Pour les agents des Forces de la Sécurité Intérieure, effectivement en service avant la promulgation de la présente loi, l'on se contente du bac libanais - 1^{ère} partie -, ou de son équivalent officiel.

Article 42 :

Ces candidats sont soumis à une compétition du niveau du bac libanais - 2nde. Partie. Les admis seront désignés par décision de la part du Conseil du Commandement dans les limites des cadres. Les contrats de leur service volontaire seront signés de la part du Directeur Général; ils seront inscrits dans l'institut en vue d'y poursuivre un stage de formation militaire et disciplinaire d'au moins six mois.

Article 43 :

- 1- Sur demande du Directeur Général et l'approbation du commandement de l'armée, les sergents entraînés peuvent être soumis à une formation militaire dans l'un des centres de l'entraînement de l'armée. Le Directeur Général peut également réduire la période de ce stage de formation, ou l'annuler entièrement, pour les candidats admis des Forces de la Sécurité Intérieure, et de l'armée, soient-ils en service effectif actuel ou précédent.
- 2- En ce qui concerne les périodes des contrats du service volontaire et leur résiliation pour les sergents entraînés, elles sont soumises aux dispositions prévues aux deux articles 36 et 39 de la présente loi.
- 3- Tout volontaire parmi ceux qui ont immédiatement signé leur contrat de service volontaire sera considéré comme sergent entraîné pour, au maximum, un an durant lequel les lois et les règlements régissant les agents des Forces de la Sécurité Intérieure seront appliqués.
- 4- Le sergent entraîné sera encadré en tant que sergent par une décision du Directeur Général, et ce, soit à la fin du stage de formation à l'institut, ou à la fin de l'an d'exercice prévu au précédent alinéa 3.

Article 44 :

Les gendarmes et les sergents entraînés non admis à l'examen de fin du stage de formation seront soumis à un second stage, sans que la période de ce second stage soit comptée en tant qu'ancienneté lors de la promotion.

En cas d'échec des gendarmes entraînés pour la seconde fois, ils seront d'office licenciés par décision du Directeur Général. Quant à l'échec pour la seconde fois des sergents entraînés, ils auront le choix entre être désignés au grade de gendarme ou être licenciés par décision du Directeur Général.

Article 45 :

Lors de l'encadrement définitif des gendarmes et des sergents entraînés, il faut qu'ils prêtent devant le magistrat le serment suivant:

"Je jure par Dieu, ma patrie et sur l'honneur d'obéir à mes supérieurs en tout ce qui concerne le service auquel je serai appelé, de ne violer la sainteté de l'honneur ni user du pouvoir qui m'est accordé que pour maintenir l'ordre et exécuter la loi."

Article 46 :

1- Le statut du service volontaire des gendarmes et des sergents entraînés sera déterminé par une décision du Conseil du Commandement.

2- Les programmes des stages de formation et leurs durées pour les agents cités dans l'alinéa précédent, seront déterminés par décision du Directeur Général sur proposition du commandant de l'institut.

Article 47 :

A la fin du stage de formation, les gendarmes entraînés rejoindront les unités chargées du maintien de la paix et de la discipline et de renforcer la sécurité pour une période de deux ans au moins. Toutefois, il se peut qu'on fasse exception à cette règle par rapport aux spécialistes et ceux qui ont déjà servi dans les Forces de la Sécurité Intérieure ou à l'armée, et qu'ils furent alors bien estimés, car ils pourront être déplacés à n'importe quelle autre unité avant l'expiration de cette période.

Article 48:

Immédiatement à la fin du stage de formation, les sergents entraînés rejoindront les différentes unités.

Article 49 :

Le Directeur Général pourra, et pour une seule fois, réintégrer les simples agents et les gradés licenciés du service des Forces de la Sécurité Intérieure pour des raisons non disciplinaires, au cas où ils remplissent les conditions suivantes :

1- Qu'ils remplissent les conditions prévues à l'article 33 de la présente loi.

2- qu'ils aient une attestation de bonnes mœurs et conduite.

3- Qu'ils n'aient pas dépassé les 40 ans. A cet effet, l'on ne se base que sur l'âge figurant dans leurs dossiers.

- 4- Qu'ils aient servi au moins deux ans après leur encadrement auprès des Forces de la Sécurité Intérieure.
- 5- Que leur licenciement – lors de la présentation de leur demande – n'ait pas dépassé plus de 5 ans.
- 6- Quant à ceux qui sont déjà licenciés pour des motifs sanitaires, il faudra, en plus des conditions précitées, que le comité d'enquête sanitaire accepte leur admission après avoir vérifié la disparition des motifs qui avaient mené au licenciement.

Troisième Partie

Renouvellement du service volontaire des simples agents et des gradés.

Article 50 :

1. A la fin de la période de service volontaire, les simples agents et les sergents entraînés peuvent demander le renouvellement de leurs contrats de service volontaire pour une période allant de deux à cinq ans. Toutefois, cette période ne pourra, en aucun cas, dépasser la date à laquelle ils atteindront l'âge légal pour être mis à la retraite.
- 2- Les chefs des unités, et chacun selon sa compétence, signeront les contrats de renouvellement du service volontaire.

Article 51 :

Sur proposition des chefs des unités, chacun selon sa compétence, le Conseil du Commandement pourra refuser le renouvellement du service volontaire des individus et des gradés à mauvaises évaluations. Toutefois, le conseil pourra accepter le renouvellement du service volontaire de ceux-ci pour moins de deux ans, en tant qu'avertissement pour la première fois.

Article 52 :

Les règles d'application des dispositions de cette partie seront déterminées par les instructions du Conseil de Commandement,

Chapitre IV

Promotion des simples agents et des gradés

Article 53 :

- 1- La promotion c'est le passage des agents de la sécurité d'un grade à un autre grade supérieur.

2- La promotion des simples agents et des gradés à un grade supérieur suit les étapes suivantes:

- a- Présentation des demandes de candidatures de la part des bénéficiaires.
- b- Acceptation ou refus des demandes de candidature de la part des chefs des unités.
- c- Publication et généralisation des noms des admis.
- d- Compétition de compétence.
- e- Session d'étude et examen de fin de session pour certains grades.
- f- Mise sur la liste de promotion
- h- Décision de promotion.

Article 54 :

1- Tout candidat à la promotion doit au moins remplir les conditions d'ancienneté suivantes :

- Grade de caporal : trois ans aux grades de gendarme entraîné et gendarme, ou agent de police, ou agent de police judiciaire.
- Grade de sergent : Trois ans au grade caporal.
- Grade sergent-chef : Deux ans au grade sergent ou trois ans aux deux grades sergent entraîné et sergent, pour ceux qui n'ont pas été encadrés pour des motifs urgents au grade de sergent à la fin de l'an de l'entraînement.
- Grade d'adjudant : Trois ans au grade sergent-chef.
- Grade adjudant-chef : Deux ans adjudant.
- Grade aspirant : trois ans au grade adjudant-chef.
- Grade aspirant-chef : deux ans au grade aspirant.

2- L'ancienneté nécessaire à la promotion pour atteindre le grade de sergent jusqu'au grade d'aspirant-chef, et pour une seule fois, peut être réduite d'un an pour les titulaires du bac libanais - 2^{nde} partie - au moins, de son équivalent, ou du bac technique, et de six mois pour les titulaires du brevet de son équivalent officiel ou du brevet technique.

Pour réduire l'ancienneté d'un an, on se contentera du bac libanais - 1^{ère} partie -, de son équivalent officiel, pour les agents des Forces de la Sécurité Intérieure qui sont en service effectif avant la promulgation de la présente loi.

3. Font exception aux dispositions de l'alinéa 2 précédent les sergents engagés dans les Forces de Sécurité Intérieure avec le grade de sergent entraîné.

Article 55 :

1- Le Conseil du Commandement pourra exceptionnellement réduire la période de promotion jusqu'à la moitié pour les individus et les gradés en raison de/d':

- avoir prouvé un courage extraordinaire dans les opérations guerrières ou celles du maintien de la sécurité et de la discipline.
- avoir prouvé à maintes reprises un extrême courage ou une habileté extraordinaire dans la découverte des crimes et l'arrêt des demandés en justice. Ceux-ci peuvent être exempts de la compétition de la compétence, de la session d'étude , des examens

de la fin de cette session ou de tout ce qui précède.

- 2- Contrairement à toutes les conditions de la promotion, le Conseil du Commandement pourra, en ce qui concerne les simples agents et les gradés morts martyres au cours des opérations du maintien d'ordre, du renforcement de sécurité, ou lors d'une attaque armée, les promouvoir au grade supérieur au leur. Chacun des précités sera compté martyr au grade auquel il est promu.

Article 56 :

- 1- Les noms des admis seront annoncés par une décision du Directeur Général.
- 2- Ceux dont la candidature serait admise, seront soumis à:
 - Une compétition de la compétence des candidats au grade de caporal, sergent-chef, adjudant-chef et aspirant-chef,
 - une compétition de la compétence, une session d'étude et un examen à la fin de la session pour les candidats aux grades sergent, adjudant et aspirant.
- 3- Le nombre des admis à chacun des grades ne saurait, en résultat de la compétition de la compétence, dépasser le nombre des postes vacants pour ce grade, ou qui le seront tout au long de l'année.
- 4- Contrairement aux dispositions de l'alinéa précédent, au cas où le nombre des candidats à un certain grade excéderait les places vacantes propres à ce grade, on pourrait rendre le nombre des candidats admis à ce grade inclus dans les limites du total des places vacantes des grades qui lui sont supérieurs.

Article 57 :

1. Les noms des candidats qui ont passé avec succès la compétition de la compétence pour le grade de caporal, sergent-chef, adjudant-chef et aspirant-chef seront listés dans une table de promotion selon l'ancienneté prévue à l'article 31 de la présente loi.
2. Les noms des candidats qui ont passé avec succès l'examen de la fin de la session d'étude pour le grade de sergent, adjudant et aspirant seront listés sur la table de promotion selon leur mérite en résultat de cet examen.
3. Les noms des individus et des gradés seront listés sur la table de promotion par décision du Conseil du Commandement.

Article 58 :

Sous réserve de l'application des dispositions du dernier alinéa de l'article 57 de la présente loi, les simples agents et les gradés dont les noms sont listés sur la table de promotion seront promus par décision du Directeur Général suivant la place vacante des postes sur la table du personnel.

Article 59 :

Les règles d'application des dispositions prévues dans cette partie seront déterminées par des instructions du Conseil de Commandement.

Cinquième Partie

Licenciement des simples agents et des gradés.

Article 60 :

Outre les motifs figurant à l'article 39 de la présente loi, le contrat de service volontaire des simples agents et des gradés sera annulé dans les cas suivants:

- 1- Par la force de la loi, lorsqu'ils atteignent l'âge légal suivant :
 - a- Pour les simples agents : 50 ans
 - b- Pour les gradés : 52 ans.
- 2- Volontairement: lorsqu'ils ont accompli 18 ans de service.
- 3- Sur leur demande : au terme de leurs contrats d'engagement volontaire et avec l'absence du désir de les renouveler.
- 4- Pour des raisons sanitaires : au cas où leur état de santé ne leur permet plus de poursuivre le service, et ce, par décision de la part du Comité d'enquête sanitaire.
- 5- Modifié par la loi 33 du 11.02.1991
Pour des circonstances urgentes et majeures : En se basant sur les demandes des bénéficiaires.
- 6- Pour des raisons disciplinaires : par décision du conseil disciplinaire stipulant leur renvoi.

Article 61 :

- 1- Les simples agents et les gradés seront licenciés dans les cas prévus aux alinéas 1, 2, 3, et 4 de l'article précédent 60, par décision du chef compétent de l'unité. Quant au cas prévu à l'alinéa 5 de l'article précité, le licenciement aura lieu par décision du Directeur Général après approbation du Conseil du Commandement.
- 2- Le chef compétent de l'unité accordera les certificats de bonnes mœurs et conduite aux licenciés dont le service serait satisfaisant.

Article 62 :

- 1- Le licenciement des individus et des gradés sera suspendu dans les cas suivants même s'ils ont atteint l'âge légal pour être mis à la retraite.
 - a- S'ils sont sous exécution d'une pénalité disciplinaire de trente jours et plus, de strict arrêt, ou s'ils sont arrêtés dans la citadelle quelle qu'en soit la période, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution de la pénalité.
 - b- S'il on avait présenté une proposition de les punir pour une faute grave méritant l'imposition d'une sanction figurant parmi les pénalités prévues à l'alinéa (a) précédent, et ce, jusqu'à l'imposition et l'exécution de la pénalité.
 - c- S'ils sont sous interrogation pour une faute grave pouvant mener à l'imposition d'une des sanctions figurant parmi les pénalités prévues à l'alinéa (a) précédent,

et ce, jusqu'à la fin de l'interrogatoire, la prise de la décision à son égard et l'exécution de cette décision.

- d- S'ils sont référés à un conseil disciplinaire, et ce, jusqu'à l'émission de la décision définitive à leur égard et exécution de cette décision.
- 2- La période excédant les limites de l'âge légal pour l'exécution des mesures précitées ne comptent pas en tant que service effectif lors de la liquidation des droits de retraite.

Article 63 :

La liquidation des droits de retraite des simples agents et gradés démobilisés sera suspendue s'ils sont référés devant les comités d'enquête sanitaire et sous la poursuite judiciaire pour l'un des crimes légalement sanctionnés d'une pénalité menant à leur privation de leurs droits de retraite, et ce jusqu'à la prononciation du jugement définitif ou de la décision stipulant de suspendre l'affaire.

Article 64:

- 1. Lors de guerre, des urgences, avènement ou prévoyance d'avènement de troubles internes, la démobilisation des individus et des dégradés n'ayant pas atteint l'âge légal, ou certaines de leurs catégories ou ceux dont le service n'aurait pas atteint une certaine période, peut être suspendue, et ce, par décision du Ministre de l'Intérieur sur proposition du Directeur Général.
- 2. Dans tous les cas de suspension du licenciement prévus dans cette partie, le contrat de service volontaire sera compté prorogé d'office jusqu'à la disparition de la cause de la suspension du licenciement, et ce, sans préjudice aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 62 de la présente loi.

Article 65:

- 1- Quelles que soient les raisons, le transfert des simples agents et des gradés à d'autres administrations, au cours de la période de leur service volontaire auprès des Forces de la Sécurité Intérieure, ne saurait être fait.
- 3- Les règles d'application des dispositions prévues dans cette partie seront déterminées par des instructions que donne le Directeur Général.

Chapitre II

Situations des officiers

Première Partie

Enchaînement des grades des officiers

Article 66:

L'enchaînement des grades des officiers des Forces de la Sécurité Intérieure est fixé comme suit:

- A. Officiers Subalterne :
 - Sous-lieutenant
 - Lieutenant
 - Capitaine
- B. Officiers Supérieurs :
 - Commandant
 - Lieutenant-colonel
 - Colonel.
- C. Officiers Généraux
 - Brigadier
 - Brigadier-Chef.

Article 67 :

- 1- Chaque officier a droit d'ordonner ceux dont le grade est inférieur au sien.
- 2- En cas de même grade entre les officiers, le droit d'ordre sera du pouvoir du plus ancien en ce grade.
- 3- Au cas où l'ancienneté en grade serait la même, l'on respectera l'ordre des noms dans le décret de promotion à ce grade.
- 4- En cas d'égalité en ancienneté dans le grade entre deux officiers, l'un spécialiste, l'autre ne l'est pas, le droit d'ordonner reviendrait à celui qui sera plus ancien au service.
- 5- Lors d'égalité en grade entre deux sous-lieutenants l'un du rang et l'autre ayant terminé ses études à l'Ecole militaire, le droit d'ordonner serait au plus ancien en service.
- 6- Lors d'égalité du grade de deux officiers en réserves et les agents du service effectif, le droit d'ordonner reviendrait alors à celui qui est le plus ancien en service effectif.

Deuxième Partie

Nomination des officiers

Article 68 :

- 1- Les officiers des Forces de la Sécurité Intérieure seront nommés selon les conditions déterminées dans cette partie par un décret et sur proposition du Ministre de l'Intérieur parmi:
 - a- Les élèves-officiers après leur obtention du certificat de compétence de grade de sous- lieutenant,
 - b- Les officiers des Forces de la Sécurité Intérieure du grade adjudant au moins avec un taux n'excédant pas 20% du total réalisé du personnel des officiers.
- 2- Les officiers des Forces de la Sécurité Intérieure spécialistes et titulaires de diplômes universitaires seront nommés en vertu des dispositions de l'article 91 de la présente loi.

Article 69 :

Les élèves-officiers sont recrutés parmi les agents des Forces de la Sécurité Intérieure en service effectif, et parmi les civils, selon le règlement de l'entrée à l'Ecole militaire. Les admis d'entre eux seront nommés par décision commune émise par le Ministre de la Défense Nationale et le Ministre de l'Intérieur sur proposition du Conseil du Commandement.

Article 70 :

- 1- Les élèves-officiers des Forces de la Sécurité Intérieure admis à l'Ecole Militaire suivront le même programme prescrit pour les élèves-officiers de l'armée. On y ajoute, au cas échéant, une instruction comportementale spécifique les qualifiant à poursuivre un stage de formation disciplinaire à l'Institut.
- 2- Ces élèves-officiers appliqueront - pendant leur présence à l'école Militaire, les mêmes règlements imposés aux élèves-officiers de l'armée.

Article 71 :

- 1- Les élèves-officiers des Forces de la Sécurité Intérieure seront soumis à la fin de leurs études à l'Ecole militaire aux examens terminaux. Ceux qui réussissent seront promus au grade de sous-lieutenant.
- 2- Les noms seront listés dans un décret de promotion conformément à la classification finale de l'Ecole militaire. Quant aux faillants aux examens terminaux, les dispositions en vigueur par rapport aux faillants des élèves-officiers de l'armée y seront appliquées.

Article 72 :

- 1- Les sous-lieutenants poursuivront une session d'étude à l'Institut suivie d'une session de fin d'étude aux unités dans les conditions fixées par les instructions

du Directeur Général. L'on pourra également les déléguer à l'Etranger pour poursuivre une autre session supplémentaire ou de spécialisation.

2- Les sous-lieutenants faillants seront soumis à des examens de fin d'étude à l'institut pour une seconde session à l'Institut; la période de la seconde session ne compterait pas en tant qu'ancienneté pour la promotion au grade de lieutenant.

Quant aux faillants pour la seconde fois, ils seront licenciés du service par un décret et sur proposition du Ministre de l'Intérieur.

Article 73 :

A l'issue de la fin d'étude à l'Institut, les officiers prêteront devant le président de la cour d'Appel le serment prévu à l'article 45 de la présente loi.

Article 74 :

Les gradés du grade adjudant, au moins, doivent remplir les conditions suivantes pour admettre leur candidature au grade de sous-lieutenant:

1- Qu'ils soient, au moins, du grade d'adjudant et que les délais suivants se soient écoulés au moins sur leur acquisition de ce grade :

- un an pour les titulaire de la Licence Libanaise en Droit.

- Trois ans pour les titulaires du bac libanais - 2^{nde} partie, de son équivalent officiel, ou du bac technique.

- Quatre ans pour les titulaires du bac libanais - 1^{ère}. Partie-, de son équivalent officiel, pour les agents des Forces de la Sécurité Intérieure se trouvant en service effectif avant la promulgation de la présente loi.

- Six ans pour les titulaires de brevet d'étude, de son équivalent officiel, ou du brevet technique.

- sept ans pour les autres candidats.

2- Qu'ils n'aient pas dépassé les 45 ans au 31.12. de l'an de candidature.

3- Que leur évaluation soit bonne.

Article 75 :

Le Directeur Général traitera des demandes de candidature. Ceux dont les demandes seraient admises seront soumis à une compétition de compétence restreinte aux affaires disciplinaires, administratives et judiciaires. Avant la délibération des résultats de cette compétition, on leur accordera des notes supplémentaires allant de pair avec le grade du candidat, et seront déterminées dans la décision prévue à l'article 77 de la présente loi.

Article 76 :

1- La sélection des admis aura lieu en se basant sur le résultat de la compétition dans les limites prévues à l'article 68 de la présente loi, et ce, par une décision du Conseil du Commandement.

2- ceux sélectionnés de la part du Conseil du Commandement suivront une session

d'étude à l'institut de six mois au moins. Les noms des admis parmi eux seront listés selon leur classement au résultat de cet examen sur les listes de promotion au grade de sous-lieutenant en vertu d'un décret, sur proposition du Ministre de l'Intérieur fondée sur la proposition du Conseil du Commandement. Leur promotion aura lieu en vertu d'un décret basé sur proposition du ministre de l'Intérieur fondée sur celle du Directeur Général.

Article 77 :

Par une décision du Conseil du Commandement, les règles de l'application des dispositions des articles 74, 75 et 76 de la présente loi seront déterminées.

Troisième Partie

Promotion des Officiers

Article 78 :

L'Officier ne saurait être promu à un grade supérieur au sien que si son nom figure sur la liste de promotion émis par rapport au/aux :

a- Directeur Général quel que soit le grade auquel il serait candidat :

- par décret sur proposition du ministre de l'Intérieur.

b- candidats aux grades de brigadier et brigadier-chef :

- par décret sur proposition du ministre de l'Intérieur, fondé sur la proposition du Directeur Général.

c- candidats aux autres grades :

- par décret sur proposition du ministre de l'Intérieur, fondé sur la proposition du Conseil du Commandement.

Article 79 :

1- les noms des officiers appartenant à chaque grade seront listés sur la table de promotion selon l'ancienneté conformément aux dispositions de l'article 67 de la présente loi.

2- La promotion des officiers aura lieu au premier janvier et premier juillet annuellement, sauf la promotion aux grade sous-lieutenant et lieutenant et la promotion des officiers considérés martyres du devoir qui aura lieu tel que déterminé dans l'alinéa 2 de l'article 85 de la présente loi.

Article 80:

Le nombre des officiers listés sur la table de la promotion pour chaque grade ne saurait dépasser celui des places vacantes, ou qui seront vacantes au cours de l'an pour ce grade.

Toutefois, si le nombre des candidats à un certain grade excède les places vacantes, l'on pourrait alors promouvoir le nombre des candidats à ce grade dans les limites du total des places vacantes des grades qui lui seront supérieurs.

Article 81 :

- 1- La promotion du sous-lieutenant au grade de lieutenant aura lieu par sélection après que le candidat a passé au moins trois ans au grade de sous-lieutenant.
Au cas où sa promotion n'aurait pas lieu lors de l'écoulement de quatre ans dans son grade, il sera promu d'office au grade de lieutenant.
- 2- La promotion aux grades de Capitaine, colonel et brigadier-chef aura lieu par sélection après que le candidat a passé au moins quatre ans au grade qui lui sera directement inférieur.
- 3- La promotion aux grades: major, brigadier général aura lieu par sélection après que le candidat a passé au moins cinq ans au grade qui lui est directement inférieur

Article 82 :

Outre que les conditions de l'ancienneté prévues à l'article 81 de la présente loi, il faut, pour la promotion, que les conditions suivantes s'appliquent sur les officiers candidats:

- 1- Que leur évaluation par leurs supérieurs soit bonne.
- 2- Qu'ils poursuivent, le cas échéant, une session d'étude à l'institut.
- 3- que le candidat à la promotion au grade commandant passe avec succès l'examen de compétence. En cas de son échec à cet examen, ou de son abstention à y participer deux fois successives, il sera privé de la candidature, et par conséquent privé de participer à l'examen de la compétence pour deux fois successives.
Toutefois, s'il échoue encore une fois à l'examen de la compétence, ou s'abstient à y participer, alors et d'office, il sera mis en retraite au grade de commandant et ses droits seront liquidés par rapport à son nouveau grade.
- 4- Les capitaines spécialistes prévus à l'article 90 de la présente loi, seront exempts de l'examen objet de l'alinéa 3 précédent.

Article 83:

Les procédures de promotion des officiers seront déterminées comme suit:

- 1- La candidature des officiers se fera une fois l'an au cours de novembre de l'an de candidature.
- 2- Font exception aux dispositions de l'alinéa précédent les élèves de l'Ecole Militaire et des autres écoles des spécialistes, techniciens et sous-lieutenants candidats à la promotion au grade lieutenant, surtout que la promotion des élèves-officiers au grade de sous-lieutenant se fait selon les procédures déterminées dans les statuts de leurs instituts, et pour le grade de lieutenant selon les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 81 de la présente loi. Font également exception aux dispositions de l'alinéa précité les officiers martyres dont il est question dans l'alinéa 2 de l'article 84 de la présente loi, vu que leur promotion aura lieu à tout moment de l'année.

Au cours de décembre de l'an de candidature, les mesures suivantes seront prises :

- a- Le Conseil du Commandement tiendra ses séances en vue de :
 - S'informer des résultats de l'examen de la compétence au grade de capitaine et les ratifier.
 - Etudier les candidatures des officiers et prendre la décision à ce propos.
 - b- La Direction Générale des Forces de la Sécurité Intérieure préparera les projets des décrets suivants :
 - Mettre sur la liste de promotion les deux grades : Brigadier et brigadier-chef.
 - Mettre sur la liste de promotion les autres grades.
 - Promotion aux deux grades de Brigadier brigadier-chef à compter depuis le début de l'an suivant.
 - Promotion aux autres grades à compter du début de l'an suivant.
- 4- Au cours de juin, la Direction Générale des Forces de la Sécurité Intérieure préparera un projet de décret de promotion des officiers à compter du 1^{er} juillet.

Article 84 :

1. Une fois mis à la retraite, l'on ne saurait promouvoir les officiers qu'exceptionnellement au cas où ils auraient repris le service pour au moins un an, et leur achèvement d'actes éminents en courage; dans un tels cas, ils profiteront de l'âge légal déterminé pour le nouveau grade.
2. Contrairement à tout autre texte, l'officier tombé martyr au cours des opérations du maintien d'ordre et du renforcement de la sécurité, ou lors de lutte armée, sera considéré martyr au grade auquel il est promu.

Article 85 :

La promotion des officiers aura lieu selon l'ordre de leurs noms sur la liste de promotion et dans les limites des postes vacants :

- par décret et sur proposition du Ministre de l'Intérieur par rapport au Directeur Général.
- Et par décret, sur proposition du Ministre de l'Intérieur, basée sur la proposition du Directeur Général, par rapport aux autres officiers.

Article 86 :

On peut accorder aux officiers une ancienneté exceptionnelle pour la promotion allant de trois mois à deux ans pour avoir manifesté une bravoure extraordinaire aux opérations guerrières, ou à celles du maintien de l'ordre et du renforcement de la sécurité, allant de six mois à un an, pour avoir été distincts à maintes reprises en courage extraordinaire ou bravoure exceptionnelle dans la découverte des crimes et dans l'arrestation des assignés en justice.

Article 87 :

Les conditions de l'application des dispositions de cette partie seront déterminée par arrêté émis par le Conseil du Commandement,.

Quatrième Partie

Licenciement des officiers.

Article 88 :

Sous réserve d'appliquer les dispositions de l'article 91 de la présente loi, les officiers seront licenciés d'office lorsqu'ils atteignent l'âge légal comme suit:

- Sous-lieutenant, lieutenant et capitaine	52 ans
- Commandant	53 ans
- Lieutenant-colonel	54 ans.
- Colonel	56 ans
- Brigadier	58 ans
- Brigadier-Chef	59 ans

Article 89 :

L'officier engagé dans les Forces de la Sécurité Intérieure avant ses dix huit, ou celui qui aurait été employé dans l'un des emplois de l'Etat avant cet âge, puis transféré aux Forces de la Sécurité Intérieure, sera d'office licencié quel que soit son âge quand il a passé, pour la première fois, dans cet emploi les années suivantes :

- Sous-lieutenant,	34 ans
- lieutenant	35
- capitaine	36
- commandant	37
- lieutenant-colonel	38
- Colonel	40
- brigadier	42
- brigadier-chef	43 ans.

Chapitre III

Situations communes

Première Partie

Spécialistes

Article 90 :

1. Les officiers médecins, dentistes, pharmaciens, ingénieurs, administratifs, musiciens, vétérinaires, chimistes et tous les autres artistes sont considérés officiers spécialistes auprès des Forces de la Sécurité Intérieure.
2. De même, les officiers et les individus travaillant dans les domaines précités dans l'alinéa précédent et occupant les tâches déterminées dans la table du personnel prévue à l'article 8 de la présente loi seront considérés spécialistes.

Article 91:

1. Les officiers spécialistes titulaires de diplômes universitaires en leur spécialisation reconnus officiellement au Liban et autorisés d'office à exercer leur spécialisation au Liban, profiteront des mêmes dispositions applicables sur leurs similaires en armée, notamment du point de vue nomination, fin de service et récupération des frais de l'entraînement. Le Ministre de l'Intérieur exercera à cet effet les pouvoirs accordés au Ministre de la Défense Nationale en vertu de ces dispositions
2. Quant aux officiers, gradés et simples agents considérés en tant que spécialistes en raison de l'exercice du travail dans le domaine des spécialisations citées, ou en raison de leur réussite à la fin des sessions d'étude dans le domaine de ces spécialisations, les dispositions générales applicables sur les autres officiers, gradés et simples agents des Forces de l'Intérieur Intérieure y seront appliqués; toutefois, ils pourront demeurer dans le service effectif pour deux ans au maximum, et ce, après leur atteinte de l'âge de la mise en retraite légal prévu aux articles 60, 88 et 99 de la présente loi.
3. Les règles et les conditions de continuité du service prévue à l'alinéa 2 précédent seront fixées par décret émis par le Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de l'Intérieur, fondée sur proposition du Directeur Général.

Article 92:

Sous réserve de l'application des dispositions de l'alinéa 1 de l'article 60 de la présente loi, les contrats de services volontaires des individus et des gradés ayant suivi avec succès des sessions de spécialisation seront automatiquement prorogés pour cinq ans à compter de la date de la fin de leur spécialisation.

Article 93 :

Les règles d'application des dispositions de cette partie seront fixées par une décision du Conseil du Commandement.

Deuxième Partie

Désignation des centres de Transfert

Article 94 :

Sans préjudice aux dispositions des articles 9, 11, 12 et 16 de cette loi, les centres des agents des Forces de la Sécurité Intérieure seront désignés comme suit:

- 1- Sur décision du Conseil du Commandement pour les officiers,
2. Sur décision du Directeur Général pour les individus et les sous-officiers pour leur première affectation après l'achèvement de la session de formation dans les unités des Forces de la Sécurité Intérieure, et lors de leur déplacement d'une unité à une autre.
3. Sur une décision du Commandant des unités, chacun selon sa compétence lors de la déplacement des individus et des sous-officiers d'un corps à un autre dans le cadre de la même unité.

Article 95 :

Exception faite du Directeur Général et des officiers commandants des unités, le déplacement des autres agents des Forces de la Sécurité Intérieure travaillant dans les unités régionales ne serait pas fait avant l'écoulement de deux ans sur leur présence dans leurs centres. L'on ne saurait, non plus, les laisser dans ces centres après l'écoulement de quatre ans à leur présence continue ou intermittente.

Article 96 :

1. Font exception à la règle fixée dans l'article 95 précédent les agents des Forces de la Sécurité Intérieure travaillant dans les centres régionaux à conditions de vie difficiles ou de service pénible, car l'on pourrait alors réduire le délai à moins de deux ans.
2. Egalement, l'on peut passer outre cette règle pour l'un des motifs suivants, sur décision du Conseil du Commandement par rapport aux officiers et sur proposition du commandant de l'unité compétent ou après avoir pris son avis par rapport aux individus et sous-officiers:
 - a- Motifs disciplinaires,
 - b- Motifs sanitaires confirmés par des rapports émis par le comité d'enquête sanitaire.
 - c- en raison de la promotion du bénéficiaire à un grade supérieur à celui qui est noté dans la table du personnel pour le poste qu'il occupe.

- d- En raison du succès du bénéficiaire dans la session de spécialisation et que l'intérêt du service imposera la remise de son emploi dans son nouveau champ de spécialisation.
- e- Au cas où la situation du bénéficiaire deviendra, suite à son mariage, contraire aux dispositions de l'article 98 de la présente loi.
- f- Pour un intérêt personnel dicté par des circonstances urgentes,
- g. et ajoutée par la loi 423/95, pour le besoin impérieux du service par décision du Ministre de l'Intérieur et proposition du Conseil du Commandement.

Article 97 :

Lors de besoin, l'on pourrait détacher les agents des Forces de la Sécurité Intérieure d'un corps à un autre, et ce, d'une façon provisoire et conformément aux règles et aux conditions fixées par des instructions émises par le Conseil du Commandement.

Article 98 :

- 1- L'on ne pourrait désigner ni employer les agents des Forces de la Sécurité Intérieure dans les corps régionaux faisant partie du domaine régional natal ou de celui de leurs épouses.
- 2- Les corps régionaux seront déterminés par des instructions du Directeur Général,

Article 99 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure peuvent être envoyés en mission à l'étranger, et ce :

- Par décision du Ministre de l'Intérieur, fondée sur une proposition du Directeur Général, par rapport aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure des différents grades délégués pour effectuer des tâches officielles, de sessions d'étude, des sessions de gradation ou de spécialisation.
- Par décision du Directeur Général, fondée sur une décision du Comité de l'Enquête Sanitaire pour le traitement des agents des Forces de la Sécurité Intérieure des différents grades dans des établissements sanitaires.

Article 100 :

Des employés civils et des salariés seront chargés des travaux que les agents des Forces de la Sécurité Intérieure ne sauraient faire ou ceux qui n'exigeraient pas que des agents des Forces de la Sécurité Intérieure les fassent, et ce, par la voie de désignation ou de contrat avec ceux jouissant des conditions nécessaires à cette fin, et ce, dans les limites du personnel général prévu à l'article 8 de la présente loi.

Article 101 :

Les mêmes dispositions applicables par rapport aux employés civils et aux salariés de l'armée seront applicables sur ceux des Forces de la Sécurité Intérieure. Le Ministre de l'Intérieur exercera à cette fin les pouvoirs accordés en vertu de ces dispositions au Ministre de la Défense Nationale et le Directeur général ceux donnés au commandant de l'armée.

Article 102 :

Dans le personnel général prévu à l'article 8 de la présente loi, sera déterminé le personnel des employés civils non mentionnés dans l'article 100 précédent auprès des Forces de la Sécurité Intérieure.

Article 103:

Les règles d'application des dispositions de cette partie seront, au cas échant, déterminées par décision du Conseil du Commandement.

Troisième Partie

Les Congés

Article 104 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure ont droit à un congé annuel de trente jours dont ils pourront jouir en une seule/plusieurs fois selon leur demande et les exigences des nécessités du service.

Ce congé peut être passé à l'endroit/aux endroits que le bénéficiaire choisirait à l'intérieur du pays, ou à l'étranger.

Article 105 :

1- En cas où le besoin du service entrave le bénéfice total ou partiel du congé annuel de l'un des agents des Forces de la Sécurité, il toucherait à la fin de l'année, pour chaque jour duquel il n'aurait pas joui, une indemnité financière égale à sa valeur comme 1/30 sur base de son traitement mensuel fixé par la loi lors du règlement de cette indemnité.

2- Dans un tel cas, l'agent des Forces de la Sécurité pourra désister de son droit d'indemnité, et transférer ce qui lui reste de son congé annuel à l'an suivant. Toutefois, au cas où des circonstances entraveraient sa jouissance des jours transférés, il aura droit à toucher l'indemnité prévue à l'alinéa 1 précédent.

Article 106 :

En addition au congé annuel, on accordera à l'agent des Forces de la Sécurité un congé exceptionnel de sept jours lors de son mariage, la mort de son conjoint, ou l'un de ses proches du premier et second degrés, de ses frères, ou sœurs, et pour quatre jours pour d'autres raisons familiales que le Directeur Général déterminera.

Article 107 :

- 1- Le pouvoir des supérieurs à accorder les congés dans le pays est déterminé comme suit :
- a- Employé dans un poste qui lui est fixé dans la table du personnel :
- Officier subalterne cinq jours,
 - Officier commandant dix jours,
 - Officier Général quinze jours
- b- Commandant d'une unité vingt jours,
- Directeur Général trente jours,
- 2- Le pouvoir d'accorder les congés à l'étranger quelle qu'en soit la période revient au Directeur Général.
- 3- Le pouvoir d'accorder les congés aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure se trouvant en dehors du pays – quelle qu'en soit la période, et quel que soit le pays choisi pour y passer le congé, revient au Directeur Général.

Article 108 :

Les règles d'application des dispositions de cette partie seront déterminées par des instructions émises par le Directeur Général.

Quatrième Partie

Les Récompenses

Article 109 :

Les récompenses (Primes) sont un moyen par lequel les supérieurs expriment leur estime à des manifestations de courage matérielles et morales que leurs sujets accomplissent ou pour démontrer leur satisfaction du travail précis et dévouement total qu'ils mènent.

Article 110:

Les récompenses sont :

- La félicitation écrite,
- La mention écrite
- L'ancienneté exceptionnelle en vue de la promotion
- La promotion exceptionnelle
- Les décorations,
- La récompense financière

Article 111 :

La félicitation écrite sera émise par le Ministre de l'Intérieur, le Directeur Général, les commandants des unités, ou les commandants des compagnies et sera notifiée au bénéficiaire et gardée dans son dossier.

Article 112 :

La mention écrite sera émise par le Directeur Général ou les commandants des unités et sera notifiée à tous les corps relevant de l'autorité l'ayant émise. On gardera une copie de cette mention dans le dossier du bénéficiaire.

Article 113 :

L'ancienneté exceptionnelle pour la promotion sera accordée comme suit :

a- aux simples agents et aux gradés, par décision du Conseil du Commandement et sur proposition du commandant de l'unité.

b- Aux lieutenants-colonels et au-dessous, par décret et sur proposition du Ministre de l'Intérieur, fondée sur celle du Conseil du Commandement,

c- Aux officiers du grade colonel, brigadier général et major général: Par un décret et sur proposition du Ministre de l'Intérieur fondée sur celle du Directeur Général,

Article 114 :

La promotion exceptionnelle sera accordée pour les motifs décrits dans les articles 55, 84 et 86 de la présente loi, et conformément aux règles qui y sont définies, à l'exception des dates déterminées pour l'émission des textes de promotion des officiers qui peuvent être émises n'importe quand au cours de l'année.

Article 115 :

Les décorations seront – au cas échéant - accordées pour les motifs et conformément aux règles fixées dans le statut des décorations, ou le statut propre aux décorations.

Les autorités peuvent accorder aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure des décorations militaires ou civiles pour les services brillants inclus dans le domaine des travaux de ces autorités.

Article 116 :

Les règles d'application des dispositions de cette partie seront déterminées par des instructions émises par le Directeur Général.

Cinquième Partie

Pénalités (Sanctions)

Article 117 :

But des pénalités est de rectifier le comportement, lutter contre la négligence, interdire les fautes et renforcer la discipline. Chaque supérieur, quel que soit son grade, ou la fonction qu'il occupe, aura à imposer la discipline comportementale en démontrant chaque faute commise par ses sujets, ou par d'autres, et en prenant les mesures disciplinaires nécessaires.

Article 118 :

Suivent les pénalités imposables aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure :

1- Par rapport aux simples agents et aux gradés :

- a- Avertissement écrit
- b- Gronderie écrite.
- c- Arrêt simple.
- d- Arrêt sévère
- e- Arrêt à la citadelle
- f- Réduction du traitement
- g- Déplacement disciplinaire
- h- Rayure de la liste de promotion
- i- Rabaissement du grade
- j- Renvoi

2- Par rapport aux officiers:

- a- Avertissement écrit
- b- Gronderie écrite.
- c- Arrêt simple.
- d- Arrêt sévère
- e- Arrêt à la citadelle
- g- Déplacement disciplinaire par rapport à autres que les commandants des unités,
- h- Rayure de la liste de promotion ou Rabaissement d'un/plus qu'un grade,
- i- Interruption provisoire du service.
- j- interruption définitive du service.

Article 119 :

- 1- La sanction ne sera imposée à l'agent de la sécurité que par ses supérieurs hiérarchiques.
- 2- Le supérieur qui voit, ou vérifie la faute, imposera la sanction si le coupable dépend hiérarchiquement de lui, et la proposera si le coupable ne dépend pas de lui hiérarchiquement.

Article 120 :

Toute sanction doit être objet d'une formalité écrite, et doit renfermer une déclaration écrite de l'intéressé à propos de la faute qu'on lui impute.

Article 121 :

Les sanctions seront soumises – par hiérarchie - à l'autorité compétente pour en décider conformément à ce qui est prévu à l'article 122 de la présente loi ; les supérieurs hiérarchiques ont le droit d'en proposer une majoration ou une réduction, mais ne sauront guère les retenir.

Article 122 :

- 1- La sanction n'entre en vigueur qu'après sa conclusion de la part du commandant de l'unité, du Directeur Général, ou du Ministre de l'Intérieur, chacun selon sa compétence déterminée à l'article 125 de la présente loi. Toutefois, les sanctions soumises au Directeur Général sont :
 - Les sanctions des officiers quelle que soit leur importance.
 - Les sanctions des simples agents et des gradés dont le commandant de l'unité compétent juge que:
 - La faute mérite une sanction dépassant ses pouvoirs,
 - ou que la faute mérite une sanction renfermant des mesures dont l'imposition n'entre pas dans ses pouvoirs.
 - ou que la faute forme simultanément un crime pénal du genre délit ou crime.
 - Ou que les participants au même crime dépendent de plus d'une unité.
 - ou que la faute a entraîné la perte, le dommage ou la panne du matériel ou des bâtiments revenant aux Forces de la Sécurité Intérieure ou mis à leur disposition.
- 2- Les dispositions de l'alinéa précédent n'empêchent pas exceptionnellement de débiter immédiatement l'exécution de la sanction avant son imposition par rapport à certaines fautes graves, notamment celles qui portent atteinte à la discipline générale.

Article 123 :

- 1- La sanction, après son imposition, serait notifiée à l'intéressé et inscrite dans son dossier.
- 2- La personne, contre qui on a imposé une sanction, a le droit d'y objecter par écrit après avoir débuté son exécution. Il revient à l'autorité qui a imposé cette sanction de décider de cette objection.

Article 124 :

Au cas où l'un des agents des Forces de la Sécurité Intérieure commettrait une faute grave en dehors de son centre ou de la zone de son travail pour quelle que cause que ce soit, et que cette faute mériterait l'arrêt immédiat pour le renforcement de la discipline, le commandant de l'unité ou du corps local, s'il est officier et d'un grade supérieur au coupable, peut l'arrêter immédiatement dans le cadre des pouvoirs qui lui sont déterminés, pourvu d'informer le chef direct de l'intéressé, de cette mesure, par le moyen le plus rapide.

Article 125 :

Le pouvoir maximal des supérieurs à imposer des sanctions à l'encontre de leurs sujets sera comme suit :

Autorité Compétente →	Caporal	Gradé Au- dessous De l'aspi- rant	Aspirant Aspirant- Chef	Occupant d'un poste déterminé sur la table du nombre			Chef d'U- nité	Direc- - teur Géné- ral	Minis- tre de l'Inté- rieur
				offi- cier sub.	offi- cier sup.	Offi- cier Gén.			
Avertissement écrit				x	x	x	x	x	x
Gronderie écrite				x	x	x	x	x	x
Arrêt simple (jours)	2	4	6	8	8	10	10	10	10
Arrêt sévère(jours)			2	4	8	15	30	60	60
Arrêt de citadelle (jours)									60
Déduction du traitement (jours)								10	15

Déplacement disciplinaire	Pour officiers	Par décision du Conseil du Commandement
	Pour grades ou simples agents	Par décision du Directeur Général et sur suggestion du chef de l'Unité
Rayure de la table de promotion	Pour grades ou simples agents	Par décision du Directeur Général et sur suggestion du chef de l'Unité
Rayure de la table de promotion et rabaissement d'un/plus qu'un grade	Pour Colonel & au-dessous	par décret basé sur proposition du Ministre de l'Int. , basée sur proposition du Conseil de Commandement
	<u>Pour Brigadier et au-delà</u>	Par décret basé sur proposition du Ministre de l'Int. , basée sur proposition du Directeur Général
Rabaissement du grade ou renvoi	Pour grades ou simples agents	Par décision du Directeur Général et sur une décision du Conseil disciplinaire
Interruption provisoire ou définitive du service pour les officiers		Par décret sur proposition du Ministre de l'Int. Fondée sur décision du Conseil disciplinaire.

Article 126 :

Les sanctions imposées à l'encontre des personnes suivantes seront exécutées comme suit:

1- **Arrêt simple**: Le puni continue à exercer son service habituel au-dedans/au dehors du centre, et après la fin de son service les gradés et simples agents restent dans leurs centres, les officiers dans les lieux de leur habitation.

2- **Arrêt sévère** :

Le puni interrompt le service. Les gradés et les simples agents seront isolés dans des endroits clos et destinés proprement à cet effet. Une petite promenade leur sera permise au-dedans des murailles du lieu de détention. Quant aux officiers ils restent sur le lieu de leur habitat, et sont empêchés de les quitter ou de recevoir des visiteurs.

Cette punition est exécutée pratiquement en exécutant le quatrième jour après chaque trois jours à la façon de l'arrêt simple. L'autorité compétente pourra lors de l'imposition de la punition décider de l'exécution parfaite des jours de pénalité à la façon de l'arrêt sévère ou simple

3- **Arrêt de citadelle:** Le puni interrompt le service et est isolé dans une cellule sous garderie dans la caserne que le directeur général indiquera. Il est interdit de profiter de l'arrêt simple au quatrième jour.

4- **Prélèvement du salaire :** La punition s'applique en prélevant du salaire fondamental en tant que déduction de 1/30 du salaire de chaque jour.

Article 127 :

Le Directeur Général, sur proposition du commandant de l'unité peut résilier les contrats de service volontaire de celui qui s'absenterait de son corps et n'y reviendrait pas, ni n'est arrêté au cours de trente jours au moins. Ses droits ne seront alors liquidés qu'après son arrêt et l'émission de la décision judiciaire à son égard.

on peut négliger les décisions de résiliation des contrats de service volontaire sur décision du Conseil du commandement, pourvu que les conditions fixées à l'article 49 de la présente loi s'appliquent à l'intéressé à l'exception de la condition d'avoir un certificat de bonne conduite. Quant à la période de l'absence, elle ne saurait, en aucun cas, être comptée comme service effectif.

Article 128 :

Les règles d'application des dispositions de cette partie seront déterminées par des instructions émises par le Directeur Général.

Sixième Partie

Plaidoirie disciplinaire.

Article 129 :

Les pénalités de mise en interruption provisoire/définitive du service ne s'imposent à l'encontre des officiers, et le rabaissement du grade, ou le renvoi par rapport aux gradés et aux individus, que sur décision du Conseil Disciplinaire.

Article 130 :

Les agents des Forces de Sécurité Intérieure ne sauront être envoyés devant le Conseil Disciplinaire que pour une/plus d'une des raisons suivantes:

- 1- Habitude de mauvais comportement.
- 2- Commettre une faute grave en service ou contre la discipline
- 3- Commettre une faute portant atteinte à l'honneur

- 4- Au cas où une décision judiciaire serait émise à leur encontre statuant de les emprisonner pour plus qu'un mois pour les crimes prévus à l'alinéa 6 de l'article 33 de la présente loi, ou de plus que trois mois pour d'autres crimes.

Article 131 :

Les officiers seront référés au Conseil Disciplinaire sur proposition du Ministre de l'Intérieur fondée sur celle du Directeur général pour les individus et les gradés par décision du Directeur Général,

Article 132 :

A chaque affaire sera formé un comité du Conseil Disciplinaire, et ce, en vertu d'un décret ou d'une décision de référence. Une fois sa décision prise à propos de l'affaire pour laquelle il est formé, le comité serait dissout.

Article 133 :

En addition à ce qui est stipulé dans les deux articles 131 et 132 ci haut, le décret ou la décision de référence, devraient contenir :

- 1- La raison qui a entraîné la référence.
- 2- les pénalités, parmi celles qui sont prévues à l'article 125 de la présente loi, et que le comité en peut imposer une, sont échelonnées sous forme de questions de la plus sévère à la plus légère.

Article 134 :

Le comité du Conseil Disciplinaire sera formé comme suit:

- 1- Par rapport aux officiers:

- Officier chef ou officier général,	Président,
- Quatre officiers,	Membres,
- Un officier,	Reporter.

Le président, les membres et le reporter seront d'un grade supérieur à celui de l'officier référé. Lors d'impossibilité, un/plus qu'un officier de l'armée nommés par le Commandant de l'armée sera nommé sur demande du Directeur Général. Alors, leurs noms seront listés sur le décret de la référence.

- 2- Simples agents et gradés

- Officier commandant	Président,
- Officier subalterne,	Membre,
- gradé d'un grade supérieur à celui du référé, et en cas d'impossibilité,	
- un officier subalterne,	Membre,
- Un officier subalterne,	Reporter.

Article 135 :

Ne peuvent être membres du comité du conseil disciplinaire :

- 1- Toute personne en relation de parenté ou de parenté de mariage avec le référé, que ce soit du premier ou des autres branches, même après la dissolution du mariage dont est issue la parenté,

- 2- Ceux qui ont porté plainte, ou rédigé les premiers rapports, et tous ceux qui auraient vérifié ou donné un avis à son propos d'une façon officielle,
- 3- Celui qui précédemment fut parmi les membres du comité d'une cour militaire, ou d'un conseil disciplinaire chargé de traiter de la même affaire.

Article 136 :

En cas de référence à un Conseil Disciplinaire pour une seule affaire des officiers, des gradés et des simples agents, un seul comité sera formé pour y traiter sur base du grade le plus supérieur parmi les référés.

Article 137 :

Le Conseil est absolument tenu de traiter de l'affaire dans le délai d'un mois au maximum, à partir de la date de l'arrivée du rapport du reporter au président du conseil. Ce délai pourra être exceptionnellement prorogé par décision de la part du Directeur Général pour quinze jours renouvelables une seule fois.

Article 138 :

Le référé pourra choisir un avocat ou un officier pour le défendre devant le conseil, comme il pourra se charger lui même de cette affaire, et sa présence sera obligatoire.

Le président du conseil, pour des causes urgentes et majeures qu'il déterminerait à son gré, ajourner la séance à une date ultérieure.

De même, la plaidoirie pourra être faite en l'absence du référé en cas de sa notification et de son absence, alors son représentant sera interdit d'assister à la séance et de le défendre.

Article 139 :

La séance du conseil disciplinaire sera confidentielle et ne saurait être légale qu'à la présence de son président, de tous ses membres et du reporter. Elle se terminera par un mémoire suivi de la prise de la décision à la majorité des voix du scrutin secret auquel participent uniquement le président et les membres.

Article 140 :

1- Le Directeur Général et le référé au Conseil Disciplinaire ont droit chacun d'objection contre le résultat de la décision au Ministre de l'Intérieur et ce, au cours de :

- 20 jours de l'arrivée du dossier à la Direction Publique en ce qui concerne l'objection du Directeur Général,
- 15 jours de la date de notification de la décision au référé en ce qui concerne l'objection de ce dernier.

2- Lors d'objection, un nouveau comité sera formé pour traiter de nouveau de l'affaire conformément à ce qui est déterminé dans l'article 134 de cette loi, en vertu d'un décret sur suggestion du Ministre de l'Intérieur en cas où le référé serait un officier, et sur décision du Ministre de l'Intérieur en cas où le référé serait un gradé ou un simple agent.

Le comité formé devra respecter le délai prévu à l'article 137 de cette loi.

Article 141 :

Le nouveau comité respecte les règles suivantes lors de l'émission de sa décision :

- 1- En cas où l'objection viendrait du référé, il ne pourra pas décider d'une mesure plus sévère que celle contre laquelle l'objection est faite.
- 2- En cas où l'objection viendrait du Directeur général, il ne pourra pas décider d'une mesure plus légère que celle contre laquelle l'objection est faite.
- 3- Et en cas où l'objection viendrait du référé et du Directeur Général, il pourra décider d'une mesure plus sévère ou plus légère que celle contre laquelle l'objection est faite.
- 4- En cas où l'objection viendrait d'un/de plusieurs de l'ensemble du/des référé (s) dans la même affaire, et que l'objection du Directeur Général traitait de la mesure prise envers un seul/plus qu'un de l'ensemble référés de la même unique affaire, l'on ne pourra pas réviser les mesures auxquelles aucune objection ne serait faite.

Article 142 :

- 1- Sans préjudice aux dispositions de l'alinéa 1 de l'article 142 de cette loi, aucune des voies de révision administrative ni judiciaires, y compris la demande d'appel ou de résiliation pour excès de la limite de la compétence ou la demande d'indemnité par la voie de la justice globale ne sauraient être acceptées:
 - a- Les décrets et les décisions stipulant de référer les officiers, les gradés et les simples agents à un conseil disciplinaire,
 - b- les décrets et les décisions stipulant la désignation du comité traitant de l'objection,
 - c- les décisions du Conseil Disciplinaire et du comité traitant de l'objection.
 - d- les décrets et les décisions relatives à l'exécution des décisions du Conseil Disciplinaire et du comité traitant de l'objection.
- 2- Les autorités compétentes de la référence à un Conseil Disciplinaire et de la désignation du comité traitant de l'objection, de même que le président, les membres et le reporter du Conseil Disciplinaire et le comité traitant de l'objection ne sauraient être poursuivies auprès d'aucune autorité judiciaire pour des indemnités sous prétexte d'avoir commis une faute grave ou légère.

Article 143 :

Tout officier, gradé ou individu jugé par le Conseil Disciplinaire d'être renvoyé du service, ne saurait revenir au service dans aucun département de l'Etat, des municipalités ou des établissements publics.

Article 144 :

L'action disciplinaire est autonome de l'action du Droit Public et n'aura aucun effet du résultat de l'une sur l'autre ; et intenter le procès de droit public n'empêche pas d'intenter l'action disciplinaire et d'en juger.

Article 145 :

Le statut des Conseils Disciplinaires sera déterminé par un décret décrété sur proposition du Ministre de l'Intérieur fondée sur la proposition du Directeur Général.

Septième Partie

Affaires sanitaires

Article 146 :

- 1- Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure malades ou blessés seront traités au dépens de l'administration dans leurs centres, maisons ou établissements sanitaires dans le pays, ou dans les établissements sanitaires privés dans le pays ou à l'étranger.
- 2- Ce traitement s'applique à toutes les affaires sanitaires médicalement adoptées.
- 3- Le médecin traitant décidera du lieu du traitement que ce soit dans le centre, à domicile ou dans l'un des établissements sanitaires officiels; le Directeur Général décidera du lieu du traitement dans les établissements sanitaires privés dans le pays ou à l'étranger.

Article 147 :

Profiteront du traitement médical prévu à l'article précédent :

- 1- Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure en service effectif.
- 2- Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure dont il sera décidé de les mettre en raison de pathologie définitive pour des raisons sanitaires imputables au service.
- 3- Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure retraités, ou ceux qui ont droit à une pension de retraite, mais ont touché une indemnité de renvoi.
- 4- L'employé qui aurait occupé le poste de Directeur Général même jusqu'à sa mise à la retraite.
- 5- Les membres des familles des bénéficiaires cités dans les alinéas 1, 2, 3 et 4, et qui seraient toujours en charge.
- 6- Les membres des familles des agents des Forces de la Sécurité Intérieure décédés et qui sont toujours à la charge, y compris les membres de famille de l'employé qui aurait occupé le poste de Directeur Général,
- 7- Les membres des familles des agents des Forces de la Sécurité Intérieure martyrs ou décédés durant l'exercice ou en raison de leur service quelle que soit la période et qui sont toujours à la charge
- 8- Les membres des familles des agents des Forces de la Sécurité Intérieure décédés suite à une maladie ou accident non imputables au service, et qui sont toujours à la charge, pourvu que l'agent de la sécurité ait passé au moins cinq ans en service effectif.
- 9- Chacun des membres de familles indiqué dans les alinéas précédents devra remplir les conditions légalement imposées pour profiter d'un traitement de retraite, à

l'exception des épouses légales qui ont un travail rémunéré, car elles pourront alors profiter des soins médicaux et du traitement pourvu qu'elles ne touchent pas les frais des soins médicaux et du traitement d'aucune autre ressource.

Article 148 :

Au cas où il serait impossible à l'administration publique des Forces de la Sécurité Intérieure d'assurer les soins médicaux et le traitement gratuit par l'intermédiaire des établissements sanitaires à laquelle ils sont rattachés, ou ceux avec lesquels il y aura des contrats, l'on pourrait accorder aux ayants droits des aides médicales conformément aux pourcentages adoptés en armée.

Article 149 :

Tout agent des Forces de la Sécurité Intérieure atteint d'une maladie, ou exposé à un accident, aura droit à toucher un traitement entier tout au long des périodes ci-dessous, que ces périodes soient continues ou intermittentes au cours de cinq ans, suivant l'apparition de la maladie ou l'avènement de l'accident :

- 1- 18 mois en cas où la maladie, ou l'accident, ne serait pas imputable au service, ni aggravé en raison du service,
- 2- 24 mois en cas où la maladie, ou l'accident, serait imputable au service, ou aggravé en raison du service,
- 3- 30 mois en cas où l'accident sera advenu dans l'une des circonstances suivantes :
 - a- lors d'une lutte armée avec l'ennemi ou avec des groupes hors la loi
 - b- Lors des opérations du maintien de la discipline et du renforcement de la sécurité.
 - c- en raison d'une agression à laquelle il serait exposé lors de l'exercice de sa tâche.
 - d- en raison d'une action émotionnelle pour sauver la vie ou les biens d'autrui.

Article 150 :

- 1- En cas où l'agent de sécurité ne serait pas guéri dans les délais figurant dans l'article 149 ci-haut, sa maladie serait considérée totalement inguérissable et il serait mis en maladie provisoire ou définitive avec la détermination du degré de dommage.
- 2- La pathologie serait provisoire pour une période de deux ans au maximum, quand le degré de dommage serait augmentable ou réductible.
- 3- La pathologie serait définitive au cas où le degré de dommage serait définitivement déterminé, soit directement après le délai de traitement, ou au cours d'un délai des deux ans déterminé pour la pathologie provisoire.

Article 151 :

Dans les cas prévus à l'alinéa 3 de l'article précédent 149, au cas où une infirmité permanente n'ayant aucune influence sur la santé de l'agent de sécurité résulterait de l'accident, mais limiterait ses capacités physiques, telle l'amputation des membres ou le dommage de l'un des yeux etc., il pourrait être laissé en service, s'il le désirait, et peut être employé dans les domaines compatibles avec sa situation.

Article 152 :

Si l'on constate, avant l'expiration des délais fixés à l'article précédent 149, qu'il n'y a aucun espoir pour la guérison de l'agent de sécurité, il pourra être mis en pathologie provisoire/définitive après son traitement pour une période non inférieure à neuf mois si la maladie, ou l'accident, furent arrivés dans l'une des circonstances fixées dans l'alinéa 3 de l'article précédent 149, et pas inférieure à cinq mois pour les autres circonstances.

Article 153 :

On accorde aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure des congés de convalescence pour une période maximale de trois mois, et ce, avec un salaire complet de service effectif.

Article 154 :

- 1- Tout agent de sécurité en congé à l'intérieur du pays pour quel que motif que ce soit, et qu'il désire proroger son congé pour des raisons sanitaires, ou désire avoir un repos pour maladie, aura à être hospitalisé ou à être examiné par un médecin militaire, ou contractuel avec les Forces de la Sécurité Intérieure, ou avec l'armée. Quant à l'agent de sécurité en congé à l'étranger, il ne saurait passer outre son congé pour des raisons sanitaires, ni profiter d'un repos pour maladie, que s'il obtient un rapport médical signalant implicitement l'incapacité de son retour dans le pays.
- 2- Tout formulaire de congé contraire à celui qui figure dans l'alinéa précédent, mènerait prélèvement du salaire pour tous les jours de prorogation. Ce prélèvement sera décidé par le Directeur Général sans pour autant que le contrevenant soit exclu des sanctions pénales ou disciplinaires méritées par la faute.

Article 155 :

Par décision du Directeur Général, des comités d'enquête sanitaire seront désignés annuellement, et seront chargés de ce qui suit :

- 1- Etudier les situations sanitaires des agents des Forces de la Sécurité Intérieure leur référés en vue de déterminer les circonstances de la maladie, ou de l'accident, en se basant sur l'article 149 de cette loi, et par suite, fixer le délai de traitement.
- 2- Le cas échéant, décider de la situation de la pathologie provisoire ou définitive et déterminer le degré de dommage dans les deux cas comme il est prévu à l'article 151 de cette loi.
- 3- Décider des situations de leurs référés, et fixer les domaines d'emploi convenant à leurs capacités physiques.
- 4- Décider des cas où l'atteint serait incapable de satisfaire à ses propres besoins.
- 5- Décider du traitement des agents des Forces de la Sécurité Intérieure, et des membres de leurs familles en dehors du pays.
- 6- Etudier les dossiers des décédés en service effectif en vue de fixer les conditions du décès et l'étendue de sa relation avec le service.
- 7- Examiner les pères des décédés en service effectif pour s'assurer de l'étendue de leur capacité au travail ou de leur totale défaillance.

8- Etudier les dossiers des assistances médicales qui leur seront référés et décider de ce qui leur convient.

Article 156 :

- 1- Désignation des comités de l'enquête sanitaire après approbation du commandement de l'armée en ce qui concerne les médecins de l'armée conformément à ce qui suit :
 - A- Par rapport aux officiers:
 - Officier commandant, Président,
 - Officier subalterne, membre,
 - Deux médecins des Forces de la Sécurité Intérieure, ou de l'armée ou des deux à la fois, ou parmi les médecins contractuels avec ces deux établissements. Membres,
 - Un officier subalterne secrétaire.
 - B- Par rapport aux gradés et aux simples agents :
 - Officier commandant, Président,
 - Deux médecins des Forces de la Sécurité Intérieure ou de l'armée ou des deux à la fois, ou parmi les médecins contractuels avec ces deux établissements. Membres,
 - Un caporal, secrétaire.
- 2- Dans chacun de ces comités sera désigné un/plusieurs médecins de ceux des Forces de la Sécurité Intérieure, ou de l'Armée, ou des contractuels avec ces deux établissements, et ce, en tant que membres de réserve pour que chacun d'eux remplace le médecin membre du comité qui s'absenterait.
- 3- Le Conseil du Commandement pourra, le cas échéant, rendre continu le travail des agents des Forces de la Sécurité Intérieure dans chacun de ces comités, et dans un tel cas, il faudra qu'ils travaillent à temps complet en vue d'accomplir les tâches dont ils sont chargés en vertu de cette loi.

Article 157 :

- 1- Le Directeur Général ainsi que le référé devant un comité d'enquête sanitaire auront droit à objecter contre la décision du comité dans un délai de quinze jours dès la date de sa notification de la décision, alors, cette décision sera communiquée au comité des objections sanitaires pour les officiers, et au comité des objections sanitaires pour les gradés et les simples agents par décision du Directeur Général à l'instar de ce qui figure dans l'article précédent 156, pourvu qu'aucun de ceux qui furent désignés dans le premier comité de la même catégorie ne participe pas au comité des objections de chaque catégorie.
- 2- La décision du comité des objections sera finale, et ne deviendra définitive qu'après sa ratification de la part du Directeur Général.
- 3- Le cas échéant, les comités d'enquête sanitaire et les comités des objections sanitaires pourront consulter des spécialistes.

Article 158

La façon d'appliquer les tâches des comités d'enquête sanitaire, et des comités d'objections sanitaires, et la façon d'organiser les dossiers de maladie et de décès, ainsi que les règles d'appliquer les dispositions de cette partie, seront déterminées par des instructions émises par le Directeur Général.

Huitième Partie

Le mariage

Article 159 :

- 1- Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure ne sauraient conclure leurs contrats de mariage qu'après l'obtention d'une autorisation au mariage des commandants des Unités compétents. Quant au mariage des commandants des unités, ils l'obtiendront du Directeur général, en case de refus, la décision devra être justifiée.
- 2- Contrairement aux dispositions de l'alinéa précédent, l'autorisation de mariage avec une étrangère serait accordée par le Ministre e l'Intérieur et en cas de refus, la décision devra être justifiée.
- 3- Les principes de donner les autorisations au mariage seront déterminées par des instructions établies par le Directeur Général.

Neuvième Partie

Les Interdits

Article 160 :

Ni les agents des Forces de la Sécurité Intérieure en service effectif, ni ceux en réserve revenus au service, n'ont le droit, sous peine de sanctions disciplinaires et pénales, de faire ce qui suit :

- 1- Faire de la politique et s'affilier aux partis, associations et syndicats, une fois affiliés aux Forces de la Sécurité Intérieure.
- 2- Assister à des réunions des partis, à des réunions politiques, syndicales et électives.
- 3- Publier des articles, faire des conférences ou des allocutions, faire des déclarations au mass media avant l'obtention d'une autorisation préalable du Directeur Général.
- 4- Pratiquer toute profession ou tout travail libre rémunéré hors les Forces de la Sécurité Intérieure.
- 5- Faire une grève au service ou y inciter.

- 6- Organiser ou signer des pétitions collectives pour n'importe quel sujet.
- 7- Participer officiellement aux funérailles sauf dans les cas fixés dans le statut des Forces de la Sécurité Intérieure.

Chapitre IV

Affaires Générales

Première Partie

Situations des officiers et des officiers de réserve

Article 161 :

- 1- Là où les officiers des Forces de la Sécurité Intérieure se trouvent, les mêmes dispositions applicables sur les officiers de l'armée seront appliquées sur eux, sauf s'il existe un texte contrariant cela dans la présente loi.
- 2- Le Ministre de l'Intérieur et le Directeur Général exerceront les pouvoirs dont ils sont compétents selon les lois et les règlements lors de l'application de ces dispositions sur les officiers des Forces de la Sécurité Intérieure.
- 3- Le système de réserve sera applicable par rapport aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure et conformément aux principes et aux règles qui seront fixés par un décret pris au Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de l'Intérieur.

Article 162 :

Pour une seule fois seulement, on pourrait réintégrer les officiers dont la démission aurait été acceptée au cas où les conditions générales, en plus que les conditions suivantes y sont remplies :

- a- Qu'ils soient du grade lieutenant-colonel et au-dessous
- b- Qu'ils n'aient pas excédé les cinq ans de licenciement lors de la présentation de leur demande
- c- Que la différence soit au moins de cinq ans entre l'âge du bénéficiaire soumettant la demande de revenir sur sa démission et l'âge légalement fixé pour être mis en retraite.

Deuxième Partie

Salaires et compensations

Article 163 :

- 1- En ce qui concerne les salaires, l'enchaînement des salaires et la gradation en salaire, Les mêmes dispositions, applicables sur les militaires de l'armée, seront appliquées sur les agents des Forces de la Sécurité Intérieure. Et en ce qui con-

cerne les indemnités et les privilèges, les mêmes dispositions applicables sur les officiers de l'armée seront appliquées aussi sur les officiers des Forces de la Sécurité Intérieure une fois mis à la retraite.

- 2- Sur une décision des deux Ministres: de l'Intérieur et des Finances, seront déterminés :
 - a- Le montant net restant du salaire.
 - b- Le pourcentage déduit au préalable du salaire en faveur de la Trésorerie contre les déductions de retraite, de l'impôt sur le revenu et des droits des timbres calculés sur la base des valeurs nettes.

Article 164 :

- 1- Le traitement de quiconque s'absente illégalement du service sera réduit depuis le jour de son absence et n'aura droit à le toucher que depuis la date de son retour dans son corps.
- 2- Au cas où le Directeur Général noterait que l'absence est suite à une raison passant outre la capacité de l'absent au service d'une façon illégale, il pourrait décider du traitement qui sera alloué au/aux bénéficiaire (s) pourvu que la période de paiement n'excède pas un an entier à l'écoulement duquel les droits seront déterminés en vertu d'une décision prise par le Conseil des Ministres.
- 3- Toute absence accompagnée de réduction du salaire ne compte pas en tant que service effectif et ne saurait être considérée comme ancienneté en grade pour la promotion à un autre grade supérieur.

Article 165 :

Quant aux salaires alloués en cas de démission, de perte et d'interruption provisoire et définitive du service, ou d'indisposition provisoire et définitive, les mêmes dispositions applicables sur les militaires de l'armée seront appliquées sur les agents des forces de la sécurité intérieure.

Article 166 :

- 1- Les spécialistes prévus aux deux articles 90 et 91 de la présente loi toucheront une indemnité mensuelle pour spécialisation.
- 2- Certains agents des Forces de la Sécurité Intérieure non spécialistes pourront toucher une indemnité spéciale quand la nature de leur service leur impose d'assumer des responsabilités précises, effectuer des travaux surmenants, d'être exposés à des dangers exceptionnels, ou vivre dans des circonstances de vie difficiles.

Article 167 :

Par décret adopté au Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de l'Intérieur, seront déterminées les indemnités prévues à l'article précédent 166, ainsi que les catégories qui en bénéficient, et les conditions qui devraient être remplies par les bénéficiaires.

Article 168 :

Lors de l'annonce de cas d'urgence ou de guerre, on accordera aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure l'indemnité consacrée aux militaires de l'armée, et ce, conformément à ce qui suit :

- 1- Chaque fois où le cas d'urgence ou de guerre est annoncée, cette indemnité sera accordée aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure se trouvant en service effectif au-dedans des territoires libanais.
- 2- Chaque fois que s'annonce le cas partiel d'urgence ou de guerre dans une certaine région, cette indemnité sera accordée aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure se trouvant en service effectif dans cette région.
- 3- La même indemnité sera accordée aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure en réserve qui reprennent le service, et ce après l'écoulement d'un mois sur la reprise de ce service
- 4- La même indemnité sera accordée aux employés civils auprès des Forces de la Sécurité Intérieure , les contractuels, les salariés et les employés et ce, en cas de leur emploi dans leurs centres par nécessité en dehors de horaires fixés.

Article 169 :

L'indemnité de retenue serait due aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure lors de leur retenue sur ordre du Directeur Général dans des circonstances exceptionnelles dépendant de la sécurité.

Article 170 :

- 1- Les frais d'enterrement des agents des Forces de la Sécurité Intérieure de tous les grades sera déduite du bilan des Forces de la Sécurité Intérieure.
- 2- Ces frais seront fixés pour chaque grade en vertu d'un décret sur proposition du Ministre de l'Intérieur.

Article 171 :

Quiconque chargé de la Direction Générale bénéficierait de tous les privilèges et les exonérations dont jouissent les agents des Forces de la Sécurité Intérieure en service effectif, y compris les augmentations de guerre.

Article 172 :

Les reporters ainsi que les agents des Forces de la Sécurité Intérieure ont droit à une part de la prime déterminée dans les lois en vigueur pour les agents de la police douanière et ses reporters.

Article 173 :

Les autres indemnités, et la valeur de chacune d'elles, seront fixées par un décret pris au Conseil des Ministres, exception faite de celles déterminées dans la présente loi.

Article 174 :

Contrairement aux lois en vigueur, les frais résultant de ce qui suit ne seront pas soumis au contrôle du contrôleur du contrat des frais :

- 1- Engagement et nomination des agents des Forces de la Sécurité Intérieure de tous les grades.
- 2- Réintégration des anciens agents des Forces de la Sécurité Intérieure dans le service.
- 3- Promotions des agents des Forces de la Sécurité Intérieure des différents grades.
- 4- décorations militaires auxquelles sont allouées des revenus financiers.

Tous ces cas seront soumis au contrôle remis du bureau de la comptabilité.

Troisième Partie

Pensions de retraite.

Article 175 :

Les dispositions de la loi de retraite applicable par rapport aux militaires de l'armée seront appliquées sur les agents des Forces de la Sécurité Intérieure à l'exception du nombre des ans de services qui accorde aux gradés et aux individus le droit d'obtenir une pension de retraite, car les gradés et les individus des Forces de la Sécurité Intérieure mériteront une pension de retraite après avoir passé 18 ans en service.

Article 176 :

Quiconque chargé de la Direction Générale bénéficierait lors de sa mise en retraite, des mêmes privilèges et droits alloués à un Général (Imad) qui avait la charge du commandement de l'armée.

Article 177 :

L'officier chargé de la Direction Générale par mandat, ou substitution, pour une période de trente jours successifs ou dans des périodes intermittentes dont le total est de quatre vingt dix jours, profiterait lors de sa mise en retraite de :

- a- 75% du total des deux indemnités de représentation et de déplacement fixées pour le Directeur Général en service effectif, pourvu que leur total ne soit pas inférieur au total de compensation de la représentation et du déplacement fixées dans la loi de la Défense Nationale et revenant à son grade.
- b- Les autres indemnités déterminées dans la loi de la Défense Nationale et correspondant à son grade.

Article 178 :

Les pensions de retraite et les indemnités de renvoi des agents des Forces de la Sécurité Intérieure seront liquidés de la part d'un comité spécial des Forces de la Sécurité Intérieure formé par un décret sur proposition du Ministre de l'Intérieur.

Quatrième Partie

Gestion des équipements, du matériel et des bâtiments

Article 179 :

Sans préjudice aux pouvoirs du Conseil du Commandement, le Directeur Général gèrera les équipements, le matériel et les bâtiments revenant aux Forces de la Sécurité Intérieure, ou mis à leur disposition. Il sera chargé dans ce cadre des tâches fixées ci après conformément aux dispositions des lois et des règlements en vigueur :

- Evaluation des besoins quels qu'ils soient pour les soumettre au Ministre de l'Intérieur, notamment lors de la préparation du projet du bilan.
- vérification des équipements et du matériel et assurance des services, exécution des travaux nécessaires dans les limites des allocations allouées à chacun conformément aux dispositions légales concernées.
- Assurance de stockage, de distribution, maintenance et écartement des équipements et du matériel revenant aux Forces de la Sécurité Intérieure et constatation que les corps et leurs hommes sont équipés de tout ce dont ils ont besoin pour accomplir les tâches qu'on leur confie.
- Assurer des quantités de réserves suffisantes en équipements et matériel, et veiller sur leur maintien et maintenance, et s'assurer qu'ils sont tout disponibles en cas de besoin.
- Emettre les instructions nécessaires à l'organisation des travaux administratifs dans toutes les corps des Forces de la Sécurité Intérieure conformément aux lois et règlements.
- Veiller sur la bonne application des lois, des règlements et des instructions administratives.
- Organiser et gérer les établissements privés prévus à l'alinéa 3 de l'article 6 de la présente loi.

Le Directeur Général pratique les pouvoirs administratifs et financiers relevant des directeurs généraux employés aux administrations de l'Etat.

Article 180 :

La Direction Générale des Forces de la Sécurité Intérieure par l'intermédiaire de ses systèmes compétents, et conformément aux lois et règlements en force, se charge d' :

- a- assurer tous les équipements, matériel et services dont elle a besoin,
- b- Exécuter les nouvelles constructions nécessaires,
- c- Assurer la maintenance des équipements, du matériel et des bâtiments en relevant et ceux qui sont mis à sa disposition.

Article 181

Le Ministère des Travaux Publics et du Transport, le Ministère des ressources aquatiques et électriques et le commandement de l'Armée présenteront à la Direction Générale des Forces de la Sécurité Intérieure, le cas échéant, et sur demande de cette dernière, les équipements, le matériel, les services ou les installations dont ils auront besoin, et ce, dans les limites des allocations notées dans son bilan. Dans un tel cas, les allocations seront transférées du bilan des Forces de la Sécurité Intérieure à celui de l'administration compétente sur une décision émise par le Ministre de l'Intérieur et le Ministre compétent, après la vérification du contrôleur central du contrat des dépenses.

Article 182 :

- 1-La Direction Générale des Forces de la Sécurité Intérieure pourra demander aux administrations et aux établissements publics et au commandement de l'armée, chacun selon sa compétence, ce qui suit :
 - a- De continuer l'exécution des transactions que la Direction Générale des Forces de la Sécurité Intérieure aurait déjà demandées à l'administration compétente d'exécuter, par la force de la loi, avant que cette direction générale n'ait pris la charge d'exécuter ces transactions par ses appareils compétents.
 - b- de lui donner les dossiers des transactions indiquées dans l'alinéa précédent pour poursuivre leur exécution par l'intermédiaire de leurs appareils compétents.
- 2- Dans tous les cas, la Direction Générale des Forces de la Sécurité Intérieure se charge de confisquer et de liquider les frais à partir des allocations notées dans son bilan, et ce, conformément aux procédures adoptées.

Article 183 :

Sur un décret décrété en vertu d'une proposition du Ministre de l'Intérieur fondée sur une proposition du Directeur Général, le statut de l'administration des Forces de la Sécurité Intérieure, et celui de leur uniforme seront déterminés.

Cinquième Partie

Dispositions Diverses

Article 184 :

a- Chacun : soit le Ministre de l'Intérieur sur proposition du Directeur Général, soit le Directeur Général après avoir pris l'avis du commandant de l'Unité compétent peut, dans les limites de ses pouvoirs financiers, accorder :

- 1- Des primes financières aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure.
 - 2- Des aides financières aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure, spécialistes et aux employés civils travaillant auprès des Forces de la Sécurité Intérieure.
 - 3- Des assistances aux retraités et aux familles des agents des Forces de la Sécurité Intérieure.
 - 4- Des assistances sociales aux établissements éducatifs, et aux orphelinats contre le logement et l'enseignement des fils des agents des forces de sécurité intérieure retraités ou décédé.
 - 5- Des récompenses financières aux employés civils, contractuels et aux salariés employés auprès des Forces de la Sécurité Intérieure, ou de ceux qui travaillent en leur faveur.
- b- Les règles et les conditions des dispositions de cet article seront déterminés par décision du Ministre de l'Intérieur sur proposition du Directeur Général.

Article 185 :

Le Ministre de l'Intérieur pourra, le cas échéant, décider sur une proposition du Directeur Général d'employer des experts libanais et étrangers auprès des Forces de la Sécurité Intérieure.

Article 186 :

L'administration Générale pourra rendre aux individus, établissements et comités privés des services contre un droit dont la valeur sera déterminée par un décret, sur proposition du Ministre de l'Intérieur, pourvu que ces revenus matériels reviennent aux caisses des établissements sociaux prévus à l'alinéa 3 de l'article 6 de cette loi.

Article 187 :

Sur tout agent renvoyé du service après avoir suivi une session d'étude, seront appliquées les dispositions en vigueur par rapport aux militaires de l'armée ; à cet égard, le Ministre de l'Intérieur exercera les pouvoirs accordés en vertu de ces dispositions au Ministre de la Défense. De même, le Conseil du Commandement et le Directeur Général exercera chacun selon sa compétence les pouvoirs fixés par rapport aux domaines de sa compétence conformément aux lois mises en vigueur.

Article 188 :

Les ex-agents des Forces de la Sécurité Intérieure profiteront des mêmes priorités déterminées aux militaires de l'armée et relatives à l'occupation des fonctions dans les administrations de l'Etat, les établissements publics, les municipalités et les établissements dont la majeure partie de leurs ressources sont assurées par l'Etat. Les mêmes conditions déterminées par rapport aux militaires de l'armée s'appliquent, à cet égard, sur ces précités.

Article 189 :

La loi des employés de l'Etat s'applique sur les agents des Forces de la Sécurité Intérieure en tout ce qui n'est pas mentionné dans la présente loi.

Troisième Livret

Service des Forces de la Sécurité Intérieure

Chapitre 1

Notions Générales

Première Partie

Exécution du service des Forces de la Sécurité Intérieure.

Article 190 :

Il est interdit aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure de pratiquer des tâches en dehors de celles prévues à l'article 1 de cette loi.

Article 191 :

Le service des Forces de la Sécurité Intérieure est de deux sortes : Ordinaire et non ordinaire.

Le service ordinaire est celui rendu par les Forces de la Sécurité Intérieure spontanément, et consiste à assurer le contrôle permanent avec l'objectif d'empêcher les actions dérogeant la sécurité et la discipline et celles contraires d'une façon générale aux lois et règlements en vigueur, et de réprimer ces actions lors de leur avènement.

Quant au service non ordinaire, c'est celui rendu par les Forces de la Sécurité Intérieure sur demande des autorités compétentes conformément aux procédures déterminées dans cette loi.

Article 192 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure auront à accomplir leurs tâches clairement et que lors de l'accomplissement de la fonction ils auront à être vêtus de leurs uniformes officiels avec leurs armes régulières.

Toutefois, les agents de certains corps déterminés dans le décret de réglementation prévu à l'article 7 de cette loi, notamment celles dont le travail se restreindra à l'investigation de l'information dans le domaine des deux forces : Administrative et judiciaire, pourront se dissimuler lors de l'accomplissement de leur tâche et porter des vêtements civils.

De même, le Directeur Général, dans certains cas exceptionnels, pourra imposer des vêtements civils aux agents délégués pour des missions déterminées.

Article 193 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure, des différents grades, accompliront leurs tâches dans le cadre des zones régionales qui leur seront fixées. Toutefois ils peuvent passer outre ces régions au cas où les circonstances du service et la rapidité de l'intervention l'exigeraient, pourvu qu'ils notifient par le plus rapide moyen cette intervention au chef du corps régional, responsable de la zone.

Toute intervention de ce genre devra être justifiée par un rapport ou un procès-verbal émis en résultat de l'exécution du service.

Deuxième Partie

Relations des Forces de la Sécurité Intérieure avec les autorités publiques.

Article 194 :

Les relations des Forces de la Sécurité Intérieure avec les différentes autorités pivotent autour de l'exécution des tâches prévues à l'article 1 de cette loi, c'est-à-dire assurer les deux forces administrative et judiciaire et assister les autorités publiques à accomplir leurs fonctions.

La force administrative est l'utilisation des moyens dissuasifs autorisés par la loi en vue du maintien de la discipline, de renforcer la sécurité, d'assurer le repos public, la protection des individus et des propriétés, empêcher l'avènement des crimes et appliquer les lois et les règlements en vigueur.

Quant à la Force Disciplinaire, elle est la recherche des crimes, leur notification, la saisie de leurs preuves, la découverte de ceux qui l'ont commis, leur poursuite, leur arrêt et leur livraison aux autorités judiciaires compétentes, l'exécution des charges et des assignations judiciaires émises par ces autorités et exécuter les jugements et les mémoires judiciaires.

Quant à l'assistance des autorités, elle consiste à leur assurer la protection armée lors de besoin sur leur demande en vue de leur permettre d'accomplir leurs fonctions.

Article 195 :

Les autorités, avec lesquelles les Forces de la Sécurité Intérieure travaillent pour l'exécution des lois et des règlements, n'ont pas le droit de prédominer sur ces forces car elles ne dépendent pas d'elles hiérarchiquement ; de même, elles n'auront, non plus, le droit d'intervenir dans les détails de leur service privé.

D'autre part, il incombe à toutes les Forces de la Sécurité Intérieure de maintenir leur digne niveau avec les autorités en manifestant envers elles tous les aspects de respect et de politesse les assistant dans l'accomplissement de leurs fonction légales desquelles elles les chargeront.

Article 196 :

Les Forces de la Sécurité Intérieure exécuteront leur service non ordinaire au profit des autorités conformément à ce qui est mentionné dans l'article 191 de cette loi, soit sur une charge, ou sur demande d'assistance.

Article 197 :

La charge est la demande franche d'utiliser les Forces de la Sécurité Intérieure d'un acte légal contenu dans leur spécialisation mais dont l'exécution dépendrait d'une autre autorité déterminée par la loi.

Article 198 :

La charge devra remplir les conditions suivantes:

- 1- Qu'elle soit par écrit, signée, datée et vide de toutes les expressions d'impératif. En cas de rapidité, la charge pourrait être faite par un message téléphonique ou télégraphique enregistré à condition d'y mentionner qu'il sera dûment suivi d'une charge écrite.
- 2- Qu'elle contienne la qualité de sa source et celle du destinataire.
- 3- Que son exécution soit dans le cadre de la zone régionale soumise à l'autorité de la source et celle du destinataire.
- 4- Qu'elle renferme avec toute précision et clarté le résultat qui devra être atteint.
- 5- Il se peut qu'elle renferme certaines recommandations concernant la nature et le volume des forces qu'il serait préférable d'utiliser et les mesures dont la prise est préférable. Le destinataire de cette charge prendrait ces recommandations en compte lors de sa prise de la décision sans qu'elles soit obligantes, ce qui veut dire qu'il reste responsable de l'évaluation des moyens et des voies menant à la bonne exécution de l'action réclamée.

Il n'est pas nécessaire que l'exécution de la part du chargé ait lieu en présence de l'autorité qui l'a émise.

Article 199 :

Au cas où la charge adressée aux Forces de la Sécurité Intérieure viserait l'accomplissement d'un acte légal dont l'exécution ne ressortirait pas de leur compétence, le destinataire chargé devra se référer à cette autorité à cet égard. En cas de l'insistance de l'autorité sur son attitude, il contacterait par les moyens les plus rapides ses supérieurs en série voir le Ministre de l'Intérieur, le cas échéant, et accomplirait les ordres qu'il lui émettra.

Toutefois, l'exécution d'une telle charge pourrait être ajournée au cas où l'autorité concernée déclarerait par écrit et sur sa responsabilité qu'elle est urgente.

Article 200 :

Au cas la charge adressée aux Forces de la Sécurité Intérieure viserait l'accomplissement d'un acte illégal au fond, ou contraire à une décision judiciaire,

celui qui la recevrait devra suivre les procédures déterminées dans le paragraphe 1 de l'article 199 précédent.

Toutefois, il n'est aucunement possible d'exécuter une telle charge même si l'autorité l'ayant émise déclare qu'elle en assumerait la responsabilité

Article 201 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure s'abstenant à exécuter les charges légales seront visés par la poursuite pénale, notamment si de leur abstention résulte un dommage à la sécurité publique.

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure qui exécutent des charges illégales au fond, ou contraires aux décisions judiciaires, seront également exposés à la poursuite pénale.

Article 202 :

La demande d'assistance est une demande adressée de la part d'une des autorités compétentes aux Forces de la Sécurité Intérieure en vue de lui assurer la protection armée à elle, ou aux employés en dépendant, en exécutant des mesures d'intervention dans la compétence de cette autorité.

L'assistance ne saurait être rendue qu'en présence de l'employé chargé de l'exécution des mesures ; les forces d'assistance ne sauront intervenir dans ces mesures. A part ça, la demande d'assistance sera soumise aux mêmes conditions auxquelles est soumise la charge, et déterminées dans l'article 198 de cette loi.

Article 203 :

La charge des agents des Forces de la Sécurité Intérieure de transmettre des correspondances revenant aux différentes autorités ne saurait être faite que dans les circonstances nécessitant la rapidité extrême de cette transmission ou lorsque l'utilisation des lettres ordinaires mènerait à des périls importants ou un retard nocif à la marche des formalités officielles.

Article 204 :

Les chefs des corps régionaux correspondent avec les autorités de leur degré même et vice versa.

Troisième Partie

Relations des Forces de la Sécurité Intérieure avec les autorités administratives.

Article 205 :

Les commandants et les chefs des corps régionaux devront informer les autorités administratives sans aucun retard des informations propres à la sécurité, des crimes, des délits commis et des résultats de leurs mesures à leur égard; ils devront exécuter les charges que ces autorités leur confient conformément aux procédures déterminées dans les article 197 et suite au chapitre précédent de cette loi.

Article 206 :

Les charges seront obligatoires dans les deux cas suivants :

- Pour renforcer la sécurité,
- et utiliser l'arme pour le renforcement de la sécurité.

Les autorités ayant droit à adresser ces charges sont :

- Les gouverneurs, et
- les responsables des régions.

Et ce, dans le cadre régional du travail de chacun.

- le Président du Conseil des députés : Dans le cadre du bâtiment du conseil, sa périphérie et celle de son séjour.

Quatrième Partie

Relations des Forces de la Sécurité Intérieure avec les autorités judiciaires.

Article 207 :

Le Directeur Général des Forces de la Sécurité Intérieure, les officiers des Forces de la Sécurité Intérieure, les gradés dans les corps régionaux et en la police judiciaire, sont des officiers judiciaires assistants aux procureurs généraux et au mandataire du gouvernement auprès de la cour militaire, dans le cadre de leurs régions de travail, et effectuent leurs mesures dans le domaine de la Force judiciaire et l'organisation de leurs relations avec les autorités judiciaires précitées, conformément à ce qui est fixé dans la loi des procédures pénales, la loi de Jurisprudence Militaire et la loi qui fixe les pouvoirs dans les crimes se rapportant aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure.

Article 208 :

Les autorités judiciaires adressent leurs correspondances aux commandants, donneurs d'ordre et chefs des corps des Forces de la Sécurité Intérieure, et celles-ci agiront pour exécuter ce qui leur sera demandé soit personnellement, soit par l'intermédiaire de leurs sujets, dépendamment de leur importance.

Article 209 :

En addition aux tâches confiées aux Forces de la Sécurité Intérieure dans le domaine de la Force Judiciaires, les juges peuvent leur demander de transporter les prisonniers, de les faire sortir, et de maintenir la sécurité lors de la tenue des séances ou à l'occasion de leur déplacement en raison de leur fonction.

Article 210 :

Exceptionnellement, les Forces de la Sécurité Intérieure pourront être des notifications prévues dans les lois en vigueur en ce qui concerne les procédures civiles ou pénales

privées lors de manque dans le nombre des débutants ou pour des considérations de sécurité. Ceci revient à l'évaluation du Ministre de l'Intérieur.

Cinquième Partie

Relations des Forces de la Sécurité Intérieure avec les autorités Militaires.

Article 211:

Les corps des Forces de la Sécurité Intérieure ne seront pas soumises à l'autorité militaire que lors de l'annonce de cas d'urgence ou de zone militaire.

Article 212 :

Les autorités militaires peuvent, dans des circonstances ordinaires, charger les Forces de la Sécurité Intérieure des tâches suivantes lors de l'absence de police militaire :

- a- Assurer la circulation des véhicules ou des unités militaires mobiles à pied.
- b- Mener les militaires condamnés ou arrêtés et les loger la nuit, le cas échéant, dans les centres des Forces de la Sécurité Intérieure en préparation à poursuivre leur conduite le lendemain.
- c- Accomplir les actes de la Force judiciaire militaire.

Article 213 :

Les autorités compétentes des Forces de la Sécurité Intérieure aviseront les autorités militaires opposées des :

- a- Informations et accidents relatifs à la sécurité de l'armée.
- b- accidents auxquels prennent part des agents de l'armée.
- c- et informations et accidents relatifs à la sécurité publique.

Chapitre II

Droits et obligations des Forces de la Sécurité Intérieure

Première Partie

Droits des Forces de la Sécurité Intérieure

Article 214 :

Les droits des Forces de la Sécurité Intérieure dans le domaine de l'accomplissement de leurs tâches se déterminent comme suit :

- Droit de clarifier l'identité.
- Droit d'investiguer les individus
- Droit de détenir les individus.
- Droit d'entrer dans les maisons.

- Droit de saisir les produits interdits.
- Droit d'établir des barrières.
- Droit d'utiliser les armes.

Article 215 :

Le but visé par la vérification des identités est de confirmer l'identité des personnes et la légalité de leur état civil de même que la légitimité de la présence des étrangers parmi eux sur les territoires libanais tout en découvrant les suspects et les poursuivis par la justice.

L'opération de vérification se fait par la demande aux concernés de manifester le document officiel qui confirme leur identité, de vérifier ce document et d'achever l'opération, le cas échéant, par l'investigation, y compris leur identification par d'autres personnes.

Article 216 :

Le but d'inspecter les individus est la confirmation du fait qu'ils portent avec eux des articles interdits par la loi.

L'opération de l'inspection peut aller jusqu'au corps et aux vêtements que l'individu porte et les objets qu'il transporte avec le véhicule par lequel il se déplace.

Les femmes ne sauront être inspectées corporellement de même que leurs vêtements que par des femmes.

Article 217 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure ont droit d'arrêter les individus dans les cas suivants :

- 1- En exécution d'un jugement judiciaire.
- 2- En exécution d'un mémoire de justice.
- 3- En exécution d'une demande d'une autorité judiciaire compétente ou de la part des officiers de la force judiciaire.
- 4- Spontanément lors d'un crime et d'un délit confirmés dont la pénalité serait la prison, pourvu d'informer immédiatement l'autorité judiciaire compétente et se prescrire à ses instructions.

Dans les trois premiers cas, il est de leur devoir de mener le détenu à l'un des lieux de l'exécution des jugements judiciaires, ou à l'autorité de justice ayant émis le mémoire ou la demande, dans un délai de 24 heures à compter du temps de l'arrêt. Quant au quatrième cas, il appartient à l'autorité de justice compétente de proroger ce délai d'une façon exceptionnelle, au cas où les nécessités de l'investigation l'exigeraient pourvu que ce délai n'excède en aucun cas les trois jours.

L'opération de détention peut être accomplie :

- A n'importe quel moment du jour et de la nuit en dehors des lieux ouverts au commun et en dehors des maisons.
- Dans les maisons conformément aux conditions légales fixées pour l'entrée dans les maisons.

En plus des cas de détention précités, les agents des Forces de la Sécurité Intérieure peuvent avoir recours à la détention préventive à caractère administratif lorsque la

libération d'un individu suspect, ou dont on doute de l'identité, formerait un danger à lui-même ou à autrui, tel celui qui serait nettement ivre, ou dans des cas similaires, ou pour se confirmer de la situation de cet individu suspect ou dont on doute de son identité ; cette détention ne saurait durer plus de 24 heures.

Article 218 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure ont droit de saisir les articles que la loi interdit qu'ils soient portés ou possédés, et les articles transportés ou possédés d'une façon contraire à la loi.

Article 219 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure ont droit d'entrer dans les maisons dans les cas suivants :

La nuit :

- En cas d'un danger tel l'incendie, le déluge et similaires.
- quand ils entendront des cris de secourisme ou d'aide provenant de la maison,
- Sur demande de l'autorité militaire lors des cas d'urgence ou de la zone proclamée militaire pour l'inspection des maisons.

Le jour :

- Dans les cas où l'entrée est permise la nuit.
- En vue de vérifier un crime vu advenu au-dedans d'une maison, s'il est du genre crime ou délit.
- En vue d'inspecter la maison d'un suspect en cas de crime vu, crime soit-il ou délit.
- Pour inspecter une maison sur une délégation judiciaire
- Et pour exécuter des jugements et des mémoires de justice.

A tout moment et pour n'importe quel motif en raison de la fonction si le propriétaire le leur permet. Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure ont droit, en raison de la fonction, d'entrer dans les lieux ouverts au public au temps pendant lequel il est permis aux gens d'y entrer, ou lors de leur présence dans ces lieux.

Article 220 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure ont droit, lors de leur action dans le domaine des deux forces administrative et judiciaire, de mettre les barrières sur les routes publiques pour l'inspection des véhicules et des passagers, vérifier leurs identités et utiliser les obstacles matériels sur ces barrières en vue de stopper les véhicules dont les chauffeurs ne respectent pas les signes d'alarme et de précaution.

Article 221 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure ont droit, après avoir pris toutes les mesures de précaution, et usé de tous les autres moyens, sauf l'utilisation des armes, de tirer le feu des armes dont ils sont équipés selon la loi, dans les cas suivants :

- 1- Sur une délégation de la part de l'autorité administrative (Gouverneur et responsable de région) lors des opérations de confirmation de la sécurité.

- 2- Lors de l'auto-défense légitime prévue dans le Code Pénal.
- 3- En vue d'empêcher leur dépouillement de leurs armes, ou de la prise des équipements dont ils sont chargés.
- 4- Pour la défense de leurs centres et des lieux dont ils chargés de garder.
- 5- En vue de garder les personnes mises à leur charge, ou en vue d'assurer leur sécurité.
- 6- Suite à l'avertissement clair et répété par l'expression : " Forces de Sécurité - Stop" aux personnes essayant de prendre la fuite, pourvu qu'elles aient déjà essayé de fuir, ou avec des preuves générales ou privées assurant ou déclinant plus vers la commission d'une offense.
- 7- Pour arrêter les véhicules qui dépassent leurs barrières malgré les signaux visuels et les alarmes auditives nettes.

Deuxième Partie

Obligations des Forces de la Sécurité Intérieure

Article 222 :

Les agents de Forces de la Sécurité Intérieure sont soumis aux obligations générales relatives aux employés. Les pénalités et l'aggravation des pénalités prévues aux lois applicables aux employés leur seront imposées en raison d'avoir commis des crimes lors de la pratique de leurs fonctions.

Article 223 :

Les agents de Forces de la Sécurité Intérieure devront, lors et en dehors du service, notifier des crimes qu'ils verront eux-mêmes, ou dont ils sont informés, secourir ou agir pour secourir toute personne en danger, et garder les propriétés publiques et privées notamment lors des catastrophes et de graves accidents.

Article 224 :

Dans les cas non prévus par le texte de la loi, les agents de Forces de la Sécurité Intérieure ne peuvent pas déranger la liberté individuelle des gens.

Article 225 :

Les agents de Forces de la Sécurité Intérieure, en exerçant leurs pouvoirs de force, devront éviter toute violence non nécessairement exigée.

Article 226 :

Les agents de Forces de la Sécurité Intérieure sont tenus de garder le secret professionnel concernant les informations qu'ils apprennent par la nature de leur tâche. Ils ne sauront faire parvenir ces informations qu'aux autorités compétentes de s'en informer. Ils ne sauront non plus divulguer l'identité des reporters à aucune partie ou autorité que dans le cas où le reporter lui-même les dissout de ces restrictions.

Troisième Partie

Procès-verbaux

Article 227 :

Le procès-verbal est le document où les agents des Forces de la Sécurité Intérieure inscrivent les contraventions qu'ils saisissent, les mesures qu'ils effectuent, les informations tirées des faits dont ils prennent connaissance, leur visions sensorielles, les déclarations faites devant eux par les bénéficiaires et les formes et descriptions des personnes détenues.

Article 228 :

Les agents des Forces de la Sécurité Intérieure auront à rédiger un procès-verbal concernant l'exécution de toute charge, ou demande d'aide, qui leur sera adressée par l'une des autorités compétentes, même si cette exécution ne conduit pas au résultat espéré, et ce, en vue de confirmer leur déplacement et leur tentative d'exécuter l'action requise.

Article 229 :

Un procès-verbal peut être établi par une seule personne ou par plusieurs agents.

Article 230 :

Les autorités compétentes peuvent interroger l'agent qui a établi le procès-verbal dans le but de confirmer la totalité, ou une partie, de son contenu.

Article 231 :

Le Directeur Général déterminera les instructions des règles de l'application des dispositions de cette partie.

Chapitre III ***Dispositions Finales.***

Article 232 :

En plus des fonctions confiées aux Forces de la Sécurité Intérieure déterminées dans l'article 1 de cette loi, on leur confiera ce qui suit :

- 1- Assurer la police de circulation dans les centres des gouvernorats et des grandes

- villes déterminés par un décret sur proposition du Ministre de l'Intérieur, basée sur proposition du Directeur Général. Les Forces de la Sécurité Intérieure peuvent demander l'aide à cette fin de la police municipale concernée en cas de sa présence.
- 2- Gérer les prisons jusqu'à ce que l'administration concernée auprès du ministère de la Justice en soit chargée.

Article 233 :

Le règlement des situations des officiers qui furent en service effectif avant la date de la création du grade de commandant (major), et qui sont toujours au service à la date de l'application de cette loi, persiste, et ce, conformément aux dispositions du décret N° 1458 du 27.11.1979 et les décisions applicables émises à cet effet.

Quant à ce qui concerne le règlement des situations des officiers du grade capitaine jusqu'au grade colonel résultant de l'annulation de la promotion, il persiste selon les dispositions des textes légaux et des décisions qui étaient valables avant la date du 23.03.1985.

Article 234 :

- 1- L'âge inscrit sur le premier contrat de service sera considéré correct pour la démobilisation et la liquidation de la pension de retraite en vertu des justificatifs de l'identité soumis au comité de service volontaire qui avait agréé leur authenticité.
- 2- Par rapport aux agents des Forces de la Sécurité Intérieure qui furent le 19.01.1955 au service, leur vrai âge sera considéré celui inscrit en vertu des statistiques de 1932 et suite, y compris les modifications dans un délai maximal d'un an entier à compter de la date de son émission. Aucune modification ni correction ne saurait être considérée après cette date, qu'elles soient émises en vertu d'un jugement judiciaire ou par la jurisprudence litigieuse.
- 3- L'âge sera compté dès le jour de la naissance inscrit sur la carte d'identité civile ; en cas où cette date serait inconnue, l'agent serait considéré né en juillet.
- 4- Lors de la liquidation de la pension de retraite et de l'indemnité de renvoi, seront comptés les services rendus par les agents des Forces de la Sécurité Intérieure actuellement sous les armes et qui n'ont pas atteint l'âge légal, lorsque ces services seront accomplis avant le 20 mars 1930, ou entre les 02.09.1939 et le 31 juillet 1945.
- 5- Les dispositions de cet article entrent en vigueur à partir du 01.08.1945.

Article 235 :

Les lieutenants ou les sous-lieutenants déjà mis en retraite pour avoir atteint l'âge légal selon les dispositions du décret législatif 54 du 05.08.1967 reviendront au service effectif à la date de leur mise en retraite pourvu que leur âge légal fixé dans l'article 88 de cette loi ne soit pas dépassé.

Article 236:

L'on pourrait exceptionnellement :

- 1- Promouvoir les officiers pour les 2 années 1990 et 1991 avec exemption des candidats à la promotion au grade major de la session supplémentaire et de l'examen de compétence prévus à l'article 82 de cette loi.
- 2- Promouvoir les sous-officiers et les individus des années 1988, 1989, 1990 et 1991 y compris les réserves qui poursuivent leur service, ou qui y reviennent .
- 3- Exonérer les gradés et les individus candidats à ces promotions de la compétition de compétence, de la session supplémentaire et de l'examen de fin de session prévus à l'article 56 de cette loi.
- 4- Accorder à ces promotions un effet rétroactif pourvu qu'il ne remonte pas au 01.01.1990 pour les officiers et au 01.01.1989 pour les gradés et les individus.

Article 237:

- 1- Les gradés remplissant les conditions prévues à la loi 84-5 peuvent être promus aux grades de : Sous-lieutenant et lieutenant pourvu qu' :
 - Ils soient au service effectif à la date de promulgation de cette loi.
 - Ils aient rempli les conditions légales et régulières non exceptés en vertu de la loi 84-5,Cette promotion ne remonte pas à une date antérieure au 31 décembre 1985.
- 2- Celui qui remplit ces conditions soumet une demande de candidature dans un délai d'un mois, à compter de la date de l'application de cette loi. Il appartiendra au Conseil du Commandement des Forces de la Sécurité Intérieure de vérifier les conditions requises.
- 3- L'on pourrait exceptionnellement, et pour une seule fois, lors de l'accomplissement de ces promotions dépasser le pourcentage de 20% déterminé dans l'article 68 de la présente loi.

Article 238 :

Les gradés nommés auprès des Forces de la Sécurité Intérieure en vertu des deux décisions N° 827 du 25.06.1983 et N° 93 du 29.01.1985 et dont la titularisation a tardé en raison des circonstances d'alors, seront considérés encadrés par la force de la loi après écoulement d'un an sur leur nomination.

Article 239 :

Les dispositions des alinéas 2 de l'article 55 et 2 de l'article 84 entrent en vigueur dès le 23.03.1985.

Article 240 :

Les officiers, les gradés, les simples agents de la police du Parlement, et leurs familles profiteront du traitement médical prévu à la 7^{ème}. partie de la présente loi (Affaires médicales).

Article 241 :

Pour le calcul de la période de l'ancienneté pour la promotion à un grade supérieur, ainsi que pour la liquidation des salaires et des indemnités des officiers, on prendra pour base les dates de promotion qui leur ont été données en vertu des décrets dont les numéros et dates figurent ci-après :

- Décret 65 du 20.12.1988
- Décret 57 du 20.12.1988
- Décret 58 du 20.12.1988
- Décret 59 du 20.12.1988
- Décret 60 du 20.12.1988
- Décret 61 du 20.12.1988
- Décret 62 du 20.12.1988
- Décret 113 du 10.07.1989
- Décret 125 du 18.07.1989
- Décret 126 du 19.07.1989
- Décret 137 du 22.08.1989
- Décret 138 du 22.08.1989
- Décret 199 du 03.11.1989
- Décret 200 du 03.11.1989

Article 242 :

Le décret législatif N° 54 du 05.08.1967 sera annulé avec toutes ses modifications et toutes les lois et les dispositions contraires à la présente loi, ou non compatibles avec son contenu.

Article 243 :

Cette loi entre en vigueur dès la date de sa publication dans le journal officiel.

Table des Matières

<i>Thème</i>	<i>No. de l'article</i>	<i>page</i>
Premier Livret :		
Organisation Générale des Forces de Sécurité Intérieure		
Chapitre I : Organisation des Forces de Sécurité Intérieure		
1 ^{ère} . partie : Définition des forces de sécurité intérieure et détermination de leurs fonctions - Fonctions des forces de sécurité intérieure	1	03
2 ^{ème} . partie : Unités des Forces de Sécurité Intérieur et leurs Appareils de commandement		
- Terminologie	3	4
- Les forces de sécurité intérieure regroupent les forces suivantes	4	4
- Les Appareils du Commandement des Forces de Sécurité Intérieure	5	5
- Organisation des unités des forces de la sécurité Intérieure	6	5
- Organigramme des forces de la sécurité intérieure	7	6
- Formation des corps et détermination du cadre général	8	6
- Nomination du directeur général	9	6
- Fonctions et compétences du directeur général	10	6
- Nomination du chef d'Etat-Major et détermination de ses fonctions	11	7
- Nomination de l'inspecteur général	12	7
- Fonctions de l'inspecteur général	13	7
- Fonctions de l'inspecteur général pour imposer des sanctions	14	7
- Nomination des autres chefs d'unités	16	8
- Dépendance des chefs d'unités	17	8
3 ^{ème} . parties : Conseil du Commandement	18	9
- Formation du conseil de commandement	19	9
- Réunions du conseil de commandement	20	9
- Compétences du conseil de commandement	21 et 22	10
- Décisions du conseil de commandement		

Chapitre II : Conseil de Sécurité Intérieure		
	23	11
- Formation du conseil de la sécurité intérieure	24	11
- Secrétariat du conseil de la sécurité intérieure	25	11
- Compétences du conseil de la sécurité intérieure	26	12
- Réunions du conseil de la sécurité intérieure	27	12
- Fonctions du secrétariat du conseil de la sécurité intérieure		
Deuxième Livret : Statut Général du Personnel des Forces de Sécurité Intérieure		
Chapitre I : Situation des simples agents et des gradés		
1 ^{ère} partie : série des grades pour les simples agents et les gradés.		
- Enchaînement des grades des simples agents et des gradés	29	13
- Droit des gradés et des simples agents à donner des Ordres	30	14
2 ^{ème} partie : Recrutement des individus et des gradés.		
- Recrutement des gendarmes entraînés	31	14
- Conditions requises pour celui qui veut s'engager	33	15
- Compétition pour engagement	34	15
- Contrat d'engagement	36	16
- Dossiers d'engagement	37	16
- Stage de formation	38	16
- Cas de d'annulation des contrats d'engagement des Gendarmes entraînés	39	16
- Titularisation des gendarmes entraînés	40	17
- Engagement des gradés entraînés	41	17
- Compétition d'engagement	42	17
- Stage de formation	43	17
- Serment juridique	45	18
- Règlement d'engagement	46	18
- Affectation des entraînés	47	18
- Reprise des licenciés dans le service	49	18

3 ^{ème} . partie : Renouvellement de l'engagement des individus et des gradés.		
- Renouvellement des contrats des engagés	50	19
4 ^{ème} . partie : Promotion des individus et des gradés		
- Définition de la promotion	53	19
- Conditions de promotion	54	20
- Réduction des périodes de promotion	55	20
- Décisions de promotion	56	21
5 ^{ème} . partie : Licenciement des individus et des gradés		
- Cas de licenciement	60	22
- Cas d'arrêt de licenciement	62	22
Chapitre II : Situation des officiers		
1 ^{ère} . partie : Série des grades des officiers		
- Série des grades des officiers	66	24
- Droit de donner des ordres	67	24
2 ^{ème} . partie : Nomination des officiers		
- Nomination des officiers	68	25
- Conditions d'acceptation de la candidature des gradés au grade de sous-lieutenant	74	26
- Décisions d'acceptation de la candidature	75	26
3 ^{ème} . partie : Promotion des officiers		
- Tables de promotion	78	27
- Périodes d'ancienneté juridique	81	28
- Conditions de promotion	82	28
- Principes de promotion	83	28
- Conditions d'octroi d'ancienneté exceptionnelle	86	29
4 ^{ème} . partie : Licenciement des officiers		
- Détermination d'âge légal	88	30
Chapitre III : Situations Communes		
1 ^{ère} . partie : Les Spécialistes		
- Définition des spécialistes et conditions de les garder	90	31

2 ^{ème} . partie : Désignation des centres de transfert		
- Détermination des centres des agents des forces de sécurité intérieure	94	32
- Licenciement des agents des forces de sécurité intérieure	97	33
- Envoi en mission des agents des forces de sécurité intérieure à l'étranger	99	33
- Emploi des civils au sein des forces de sécurité intérieure	100	33
3 ^{ème} . partie : Les Congés		
- Définition des vacances annuelles	104	34
- Définitions des congés exceptionnels	106	34
- Pouvoir des chefs pour octroyer des congés	107	34
4 ^{ème} . partie : Les récompenses		
- Définition des récompenses	109	35
- Types des récompenses	110	35
- Principes de délivrer les récompenses	111	35
5 ^{ème} . partie : Les Sanctions		
- But des sanctions	117	36
- Types des sanctions	118	37
- Principes d'imposition des sanctions	119	37
- Imposition des sanctions	122	38
- Compétence extrême des chefs pour imposer les Sanctions	125	38
- Exécution des sanctions	126	39
- Résiliation des contrats d'engagement	127	40
6 ^{ème} . partie : Poursuites disciplinaires		
- Sanctions éventuelles à imposer	129	40
- Causes pour référer au conseil disciplinaire	130	40
- Comment référer au conseil disciplinaire	131	41
- Décision de référer au conseil disciplinaire	132	41
- Formation du corps du conseil disciplinaire	134	41
- Délai pour conclure l'affaire déférée au conseil Disciplinaire	137	41
- Procédures disciplinaires	138	42
- Opposition aux décisions du conseil disciplinaire	140	42
- Procédures judiciaires par devant le comité d'op-Positions	141	42

- Statut des conseils disciplinaires	145	44
7 ^{ème} . partie : Affaires Sanitaires		
- Traitements médicaux	146	44
- Les ayants droit aux traitements médicaux	147	44
- Périodes légales d'hospitalisation	149	45
- Congés de convalescence	153	46
- Fonctions des comités d'enquête sanitaire	155	46
8 ^{ème} . partie : Le Mariage		
- Conditions de conclure un mariage par les agents des forces de sécurité intérieure	159	48
9 ^{ème} . partie : Les Interdits		
- les interdits aux forces de sécurité intérieure	160	49
Chapitre IV : Affaires Générales		
1 ^{ère} . partie : Situations des officiers et des réservistes		
- Situation des officiers	161	50
- Conditions des reprises des officiers dans le service	162	50
2 ^{ème} . partie : Salaires et Indemnités		
- Salaires et indemnités	163	50
- Cas d'interruption des salaires	164	51
- Salaires dans les cas de démission, de disparition et d'interruption du service	165	51
- Indemnité des spécialistes	166	51
- Indemnité au temps de guerre et d'urgences	168	52
- Indemnité de rétention	169	52
- Frais d'enterrement des agents des forces de sécurité intérieure	170	52
- Privilèges propres au directeur général	171	52
- Parts des informateurs	172	52
- Les dépenses non soumises au contrôle du contrôleur des contrats de transactions	174	53
3 ^{ème} . partie : Les Pensions		
- Pensions	175	53
- Droits du directeur général et de son adjoint lorsqu'ils partent en retraite	176	53
- Liquidation des pensions	178	53

4 ^{ème} . partie : Gestion des Equipements, du Matériel et des Constructions		
- Compétences administratives du directeur général	179	54
- Comment assurer les équipements et le matériel	180	54
- Règlement des vêtements et statut de l'administration	183	55
- Octroi des récompenses et d'aides financières	184	55
- Priorité de nommer les agents des forces de sécurité intérieure dans les municipalités et les emplois rattachés à l'Etat	188	56
Troisième Livret : Service des Forces de Sécurité Intérieure		
Chapitre I : Notions Générales		
1 ^{ère} . partie : Exécution du service des forces de sécurité intérieure		
- Service au sein des forces de sécurité intérieure et comment l'accomplir	190	57
2 ^{ème} . partie : Rapports des forces de sécurité intérieure avec les pouvoirs publics		
- Relations des forces de sécurité intérieure avec les différentes autorités	194	58
- Confier une affaire aux forces de sécurité intérieure et conditions	197	59
- Demande de renfort	202	60
- Transport des correspondances aux différentes autorités	203	60
3 ^{ème} . partie : Rapports des forces de sécurité intérieure avec les pouvoirs administratifs		
- Rapport des forces de sécurité intérieure avec les pouvoirs administratifs	205	60
4 ^{ème} . partie : Rapports des forces de sécurité intérieure avec les pouvoirs judiciaires		
- Détermination des officiers judiciaires au sein des Forces de sécurité intérieure	207	61

- Rapport des forces de sécurité intérieure avec les pouvoirs judiciaires	208	61
5 ^{ème} . partie : Rapports des forces de sécurité intérieure avec les pouvoirs militaires		
- Rapports des forces de sécurité intérieure avec les pouvoirs militaires	211	62
Chapitre II : Droits et Devoirs des Forces de Sécurité Intérieure		
1 ^{ère} . partie : Droits des forces de sécurité intérieure		
- Droits des agents des forces de sécurité intérieure		
- Définition des droits des agents des forces de sécurité intérieure	214	62
- Vérification de l'identité	215	63
- Contrôle des personnes	216	63
- Arrestation des personnes	217	63
- Saisie des matières dont le transport et la possession sont interdits	218	64
- Entrée dans les maisons	219	64
- Etablissement des barricades	220	64
- Utilisation des armes	221	64
2 ^{ème} . partie : Devoirs des forces de sécurité intérieure		
- Devoirs des forces de sécurité intérieure	222	65
- Secret professionnel	226	65
3 ^{ème} . partie : Procès-verbaux		
- Définition des procès-verbaux	227	66
- Etablissement des procès-verbaux	228	66
Chapitre III : Dispositions Finales		
- Police de circulation et gestion des prisons	232	66
- Règlement des situations des officiers après la création du grade de commandant	233	67
- L'âge réel pour la mise en retraite	234	67